

*l'Anti*capitaliste

N°89 | JUILLET/AOÛT 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**

OÙ VA L'UNION EUROPÉENNE?



RUSSIE 1917
OU KORNILOV, OU LÉNINE



LOI TRAVAIL XXL
EN VUE, UN BOULEVERSEMENT DES
RAPPORTS SOCIAUX



FRONT NATIONAL
UN ÉCHEC ÉLECTORAL EN TROMPE-L'ŒIL?

EDITORIAL

Régine Vinon Renouveau à la sauce Macron: en marche... arrière toute! **P3**

RUSSIE 1917: LA RÉVOLUTION

Jean-Philippe Divès De juillet à septembre **Ou Kornilov, ou Lénine** **P4**

ACTUALITÉ

Robert Pelletier Loi Travail XXL: vers un bouleversement des rapports sociaux en France? **P8**

Denise Sarraute, Marie Darwen Front Social: regrouper pour la lutte **P12**

Laurent Ripart Front National: un échec électoral en trompe-l'œil? **P15**

Daniel Tanuro Climat: Trump contre le reste du monde? **P19**

Virginia de la Siega Royaume-Uni Le dur réveil de Theresa May **P21**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Union européenne Une réforme est-elle possible? **P25**

Henri Wilno L'Union européenne à l'arrêt Enlisement, fragmentation ou relance? **P27**

Henri Wilno Le capital et le processus européen **P30**

Léon Crémieux, Christian Varin Quelle alternative anticapitaliste au rouleau-compresseur de l'Union européenne? **P31**

EN DÉBATS

Yann Cézard «Société civile»? Ce vieux cache-sexe de la bourgeoisie... **P34**

FOCUS

Oscar Toussaint Rwanda: un génocide bleu-blanc-rouge **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de une :
Angela Merkel arrivant au sommet de l'Union européenne, le 22 juin 2017 à Bruxelles. Reuters/Eric Vidal.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Gallia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Le 8 juillet 2017 à Paris, lors du rassemblement devant le siège du groupe PSA, contre la répression qui touche de nombreux syndicalistes et la condamnation de Farid Borsali, secrétaire du syndicat CGT de PSA Poissy, à six mois de prison pour d'imaginaires violences contre un cadre. Photothèque rouge/JMB.

Comité de défense des libertés
ouvrières et syndicales à PSA



Renouvellement à la sauce Macron : en marche... arrière toute!

PAR RÉGINE VINON

Le 3 juillet à Versailles, Macron 1^{er} a délivré son message au bas peuple, la veille de l'allocution du Premier ministre à l'Assemblée. Une opération d'enfumage, avec répartition des rôles entre les deux têtes de l'exécutif.

Mais derrière l'écran de fumée, il y a des mesures constituant des attaques sans précédent contre les salariés, aggravant ainsi une politique entamée depuis des décennies par les différents gouvernements qui se sont succédés, gauche et droite confondus. Tout pour les patrons, ouvertement et cyniquement. Macron et les siens veulent faire vite pour mettre en pièces ce qui subsiste encore de protections pour les travailleurs. Pour ce faire, ils disposent d'une chambre tout à fait pro-patronale.

DES MESURES DE REcul SOCIAL

La casse totale du code du travail est ainsi en marche : primauté donnée aux accords d'entreprise, qui pourront être moins favorables que la loi et les accords de branche. Le contrat de travail à durée indéterminée, déjà bien amoché, est une nouvelle fois attaqué par le biais des CDI de chantier, permettant aux patrons de licencier sans indemnités à la fin d'un projet. Et quand indemnités il y a, elles seraient plafonnées. Un simple formulaire Cerfa (comme pour une déclaration de travaux) serait suffisant pour licencier, inattaquable puisque réputé a priori conforme à la loi!

Macron veut aussi réintroduire une mesure retirée de la loi El Khomri, permettant à un groupe florissant d'organiser le déficit d'une de ses filiales françaises pour pouvoir licencier sans risquer d'être attaqué en justice. Les tribunaux n'auraient par exemple pas pu condamner Continental à indemniser les salariés de son usine de Compiègne pour licenciement abusif. Cerise sur le gâteau pour rendre toute riposte judiciaire plus difficile, la loi accède aussi à un autre souhait des patrons : raccourcir les délais pendant lesquels un salarié peut saisir la justice.

AUSTÉRITÉ POUR LES UNS, SUPERPROFITS POUR LES AUTRES

Le gouvernement a également annoncé des mesures d'austérité draconiennes, notamment contre les fonctionnaires : gel des salaires, 120 000 suppressions de postes, et rétablissement du jour de carence pour les arrêts maladie. Les économies sont toutes sur le dos de la population : moins 10 milliards pour l'assurance chômage, moins 15 milliards

pour l'assurance maladie, et moins 25 milliards sur la fonction publique! Autant dire que la politique d'austérité va continuer de plus belle, avec, en toile de fond, toutes les mesures pour entraver les contestations, l'affaiblissement des droits et l'inflation de la politique de répression contre ceux qui luttent, comme en ce moment dans les usines automobiles PSA. Pendant ce temps, et c'est lié, le patrimoine des très riches a été multiplié par douze depuis 20 ans, voire par dix-sept pour Bernard Arnault, alors que le PIB a simplement doublé.

RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION ET DES GUERRES

Macron s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs en défenseur du capitalisme français et de ses guerres à l'étranger, en renforçant notamment l'intervention française au Mali. La lutte contre le terrorisme lui permet d'inscrire dans la loi l'état d'urgence permanent, qui jusqu'ici a surtout servi à essayer de faire taire les contestations. Et pour donner un signal fort, le 14 juillet, c'est Trump, ce président raciste et mysogine, qui a été l'invité vedette. Tout un programme pour le jour de commémoration de la révolution française.

LE GOUVERNEMENT CRAINT NOS RÉACTIONS, NE LUI DONNONS PAS TORT



Dans la manifestation contre l'austérité et la loi Macron du 9 avril 2015 à Paris. Photothèque rouge/JMB.

Le nouveau gouvernement veut aller le plus vite possible en faisant le moins de vagues, attaquant les salariés lorsqu'ils sont en congés et que beaucoup d'entreprises sont fermées. Sous ses dehors arrogants, il est clair qu'il craint nos réactions.

Lorsqu'on voit le manque de réactivité des grandes organisations syndicales, on se dit qu'on ne pourra compter que sur nous-

mêmes pour mener les luttes nécessaires. Des collectifs se mettent d'ores et déjà en place, comme le Front social, qui regroupe notamment plusieurs dizaines de sections syndicales et dont les manifestations, en mai et juin, ont été remarquées au niveau national. Il est important de se saisir de tous les appels à exprimer notre mécontentement. La CGT appelle ainsi à une journée nationale pour le 12 septembre, contre l'austérité et les mesures de destruction du droit du travail. Il serait utile qu'elle soit la plus massive possible.

Macron avait déclaré il y a peu : « une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien. » Lui et son gouvernement sont bien du côté des gens qui « réussissent ». Les gens qui ne sont rien? Il s'agit de nous. Montrons-lui que nous pouvons être tout! □

DE JUILLET À SEPTEMBRE

Ou Kornilov, ou Lénine

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Après les manifestations armées et les centaines de morts et blessés des 3, 4 et 5 juillet¹, les bolcheviks et l'avant-garde militante de Petrograd, calomniés et réprimés, se retrouvent minorisés. La réaction et les forces contre-révolutionnaires se sentent pousser des ailes. Des perspectives qui semblaient très favorables se sont brusquement assombries. Mais en moins de deux mois, la situation va totalement se retourner.²

Les « journées de juillet » peuvent être décrites comme un mouvement spontané, reflétant l'impatience de l'avant-garde de masse (une avant-garde de dizaines voire centaines de milliers d'ouvriers et de soldats) qui faisait de Petrograd l'épicentre du processus révolutionnaire ; mais dans une autre mesure, un mouvement organisé, principalement par un secteur du Parti bolchevique – la direction de son Organisation militaire, chargée de la propagande et du recrutement au sein des troupes. Un parti qui se trouvait alors sans ligne tactique claire, était traversé de nombreuses divisions et où différentes instances agissaient, parfois chacune pour leur compte, avec une large autonomie d'action.

Après des hésitations, le comité central bolchevique avait décidé de prendre la tête du mouvement. Considérant qu'une prise du pouvoir dans la ville de Petrograd – alors sans doute possible – aurait été prématurée et donc vouée à l'échec, il s'était efforcé de le maintenir dans un cadre politico-revendicatif, d'exigence et de pression sur la direction réformiste (menchevique et socialiste-révolutionnaire) des soviets, puis de permettre une retraite en bon ordre.³

LA RÉPRESSION ET SES LIMITES

Dès le 6 juillet, le gouvernement provisoire déclenche sa contre-offensive, entraînant derrière lui toutes les forces qui défendent le système capitaliste ou sont liées l'ancien régime, avec la complicité de la direction réformiste des soviets. Cela commence par une campagne de calomnie, reprise dans la plupart des or-

ganes de presse et n'hésitant devant aucune fabrication, même les plus grossières : Lénine et les dirigeants bolcheviques sont des espions allemands, des agents payés par le gouvernement du Kaiser afin de saboter l'effort de guerre de la patrie russe.

Comme le signaleront nombre d'acteurs non bolcheviques puis tous les historiens sérieux, ces accusations ne reposent sur aucune base. Mais pendant quelque temps, cela « prend » dans les secteurs les moins conscients de l'armée et même dans certaines usines.

La répression directe ne tarde pas à s'abattre : la presse bolchevique est interdite (mais reparaitra bientôt sous de nouveaux titres), ses imprimeries sont saccagées, ses locaux officiels attaqués et saisis. Plus de 800 dirigeants et militants radicaux de Petrograd, dans leur grande majorité bolcheviques, sont emprisonnés au cours du mois de juillet. Parmi eux, Kamenev, Kollontaï, Raskolnikov, ainsi que les dirigeants de l'organisation interdistricts (qui rejoint le Parti bolchevique à la fin du même mois), Trotsky et Lou-natcharsky.

Des régiments de la garnison ayant pris part aux journées de juillet sont désarmés, démantelés ou dissous, envoyés au front. Une campagne de récupération des armes est lancée auprès de la population avec force menaces – mais peu de succès dans les usines. La peine de mort, abolie après Février, est rétablie sur le front « pour les militaires coupables de certains crimes des plus graves ». Dans le même temps, les groupes d'extrême droite s'enhardissent, les agressions contre des militants et des ouvriers se multiplient, on assiste à nouveau à des débuts de po-

gromes.

Lénine prend la sage décision de ne pas se laisser arrêter, passe dans la clandestinité et, accompagné de Zinoviev, part se cacher dans la forêt autour de Petrograd puis dans la proche Finlande. Signe du trouble existant au sein de la direction bolchevique, plusieurs de ses membres lui ont pourtant conseillé de se livrer afin de pouvoir défendre dans un

Ou Kornilov (ici au premier plan)...



procès public son honneur et celui du parti. Une délégation du comité central va même rendre visite au bureau, menchevique et SR, de l'exécutif panrusse des soviets, pour lui demander s'il est à même de garantir la sécurité personnelle de Lénine et l'organisation d'un procès juste (la réponse, qui s'apparente à un « non », tranche le débat). Les effets de la vague répressive restent

malgré tout limités. Les emprisonnés – dont aucun n'est jamais passé en procès – commencent à être libérés au bout de quelques semaines et la majorité, dont Trotsky et les autres principaux dirigeants, le sont à la fin août à la faveur de «l'affaire Kornilov» (quelques-uns, principalement des soldats accusés d'actes séditionnels, devront cependant attendre la révolution d'Octobre pour retrouver l'air libre). Lors de la répression de juillet, les bolcheviks n'ont d'ailleurs à déplorer dans leurs rangs qu'un seul mort, le jeune militant Ivan Voïnov, assassiné par un militaire lors de son arrestation.

A cela, deux raisons principales. La première est la faiblesse du gouvernement Kérensky, que les ministres du parti cadet (constitutionnel-démocrate, représentant la bourgeoisie «libérale») viennent de quitter, qui est ébranlé par l'échec retentissant de l'offensive militaire qu'il avait préparée et annoncée de longue date, et qui n'a en réalité à sa disposition que très peu de troupes «fiables», la plupart acheminées en urgence depuis le front. L'autre est les hésitations des directions réformistes, menchevique et SR, qui tout en condam-



nant avec virulence la politique et l'action des bolcheviks, et en réaffirmant leur soutien au gouvernement, auquel appartiennent plusieurs de leurs responsables, craignent que la réaction anti-bolchevique ne débouche sur une montée des forces contre-révolutionnaires susceptible de menacer tous les courants socialistes, y compris les leurs. C'est ce qui explique (avec aussi des

pressions de leur base) qu'en contradiction apparente avec sa politique, l'exécutif des soviets proteste contre l'arrestation sans preuves des dirigeants bolcheviques et dénonce comme une calomnie les accusations de trahison portées à leur rencontre.

Il vaut la peine de citer, à ce propos, l'analyse de Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*: «les conciliateurs eussent été tout à fait disposés à permettre le définitif écrasement des bolcheviks s'il n'avait été évident qu'ayant réglé leur compte à ces derniers, les officiers, les cosaques, les chevaliers de Saint-Georges et les bataillons de choc écraseraient les conciliateurs eux-mêmes. Les cadets voulaient aller jusqu'au bout pour balayer non seulement les bolcheviks, mais les soviets. Cependant, ce n'est pas par hasard que les cadets se trouvaient, à tous les moments graves, hors du gouvernement. En fin de compte, ils en étaient expulsés par la pression des masses, irrésistible, en dépit de tous les tampons conciliateurs.»⁴

Plus généralement, cette situation met en évidence l'absence totale d'unité et de cohérence au sein du bloc pro-capitaliste (réformistes, bourgeois «libéraux», monarchistes), la persistance, par-delà les aléas de la conjoncture, des immenses contradictions traversant l'ensemble de la société et, de ce fait, la force potentielle des bolcheviks qui – cas unique dans l'histoire des partis révolutionnaires modernes – vont réellement «dans le sens de l'histoire». Nombre de rapports indiquent d'ailleurs que non seulement leur organisation n'est pas fondamentalement affectée par la répression mais que, passés les premiers moments de confusion, son influence politique dans la classe ouvrière tend rapidement à retrouver ses niveaux antérieurs.

TIRER UN TRAIT SUR LES SOVIETS ?

Durant ce mois-là, un débat va cependant polariser le Parti bolchevique. Il est lancé par des thèses («La situation politique – en quatre points»⁵) que Lénine rédige le 10 juillet – depuis son refuge clandestin – en vue d'une conférence du comité central convoquée pour les 13 et 14 de ce mois, et à laquelle sont invités des représentants de l'Organisation militaire ainsi que des comités de Péetrograd et de Moscou. Pour Lénine, la situation a changé radicalement et l'orientation du parti doit donc être modifiée en fonction de ces nouvelles conditions: «la contre-révolution (...) s'est empa-

rée du pouvoir d'Etat (...) L'essentiel du pouvoir est en fait exercé par une dictature militaire (...) Les dirigeants des soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique (...) ont transformé les soviets et leurs partis en paravents de la contre-révolution.»

Il en résulte que «tous les espoirs en un développement pacifique de la révolution russe ont définitivement disparu.» Or, «le mot d'ordre qui correspondait à cette possibilité était le passage de tous le pouvoir aux soviets. A l'heure actuelle, ce mot d'ordre a cessé d'être juste car il ne tient pas compte de la dictature militaire et du fait qu'en pratique, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont complètement trahi la cause de la révolution.» Le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets», qui synthétisait la politique des bolcheviks depuis avril, doit donc être abandonné et il faut lui substituer la tâche – dont la définition reste très générique – de «rassembler les forces, les réorganiser et les préparer fermement à l'insurrection armée, au cas où le déroulement de la crise permettrait à celle-ci d'avoir réellement un caractère de masse englobant l'ensemble du peuple»⁶

Ces thèses rencontrent cependant une forte opposition dans le parti. Soumises au vote lors de la conférence du comité central des 13 et 14 juillet, elles y sont battues par 10 voix contre 5. Le débat se poursuit dans la conférence bolchevique de Péetrograd-ville du 16 juillet, où ces positions ne parviennent pas non plus à s'imposer, puis dans le 6^e congrès du parti (26 juillet au 3 août), où une commission rédige une résolution de compromis qui, sans reprendre le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets», ne remet pas en cause la poursuite du travail en leur sein.

Apprenant le rejet de ses thèses, Lénine explique plus longuement sa position dans un texte du 15 juillet, «A propos des mots d'ordre»⁷ Il souligne que par «développement pacifique de la révolution», il fallait entendre un changement d'orientation et de direction à l'intérieur des soviets, permettant que ceux-ci assument le pouvoir d'Etat, et réaffirme que «la lutte pour le passage en temps voulu pour le pouvoir aux soviets est terminée. Le développement pacifique a été rendu impossible.» Puisque «la bourgeoisie contre-révolutionnaire (...) s'est adjoint les

partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchevique», «réclamer la transmission du pouvoir aux soviets serait aujourd'hui du donquichottisme ou une dérision. Lancer ce mot d'ordre reviendrait à tromper le peuple». En effet «la clique militaire, les Cavaignac appuyés par les troupes réactionnaires amenées à Petrograd, par les cadets et les monarchistes (...) ne peuvent être vaincues que par les masses révolutionnaires du peuple (...) conduites par le prolétariat», lesquelles doivent pour cela «se détourner des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, traîtres à la révolution.»

Plus loin, il apporte une précision importante: «il ne s'agit pas de dissenter sur les soviets en général, mais de combattre la contre-révolution actuelle et la trahison des soviets actuels»; «les soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution [celle à venir]; pas les soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons, alors aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des soviets, c'est certain.»

Comme on le sait, c'est pourtant au sein des soviets alors dits «actuels» que les bolcheviks et leurs alliés vont à partir de septembre conquérir une majorité, avant que le pouvoir ne leur soit transmis presque sans effusion de sang (du moins à Petrograd) le 25 octobre, à l'ouverture de leur second congrès pan-russe...

Deux grands types d'interprétation ont été donnés du changement de perspective et de la nouvelle orientation défendus à ce moment par Lénine. Pour de nombreux commentateurs, issus d'un vaste spectre idéologique (bourgeois, réformiste, anarchiste, conseilleriste...⁸), c'est la preuve que «Tout le pouvoir aux soviets» n'était qu'un slogan creux, une habile tactique ou manœuvre destinée dès le début à couvrir et faciliter la mise en place d'une dictature bolchevique. Pour l'historiographie soviétique «officielle», il n'y a nulle contradiction entre ces formulations et ce qui s'est finalement produit, l'inversion de tendance à partir de la fin août ayant si profondément renouvelé les soviets que l'on peut largement les considérer comme ayant été nouveaux, ces «organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie»

que Lénine appelait de ses vœux.

En fait, mis à part les positions de la tendance «de droite» dirigée par Kamenev, qui rechigne toujours (et va continuer...) à rompre tous les liens avec les réformistes, le débat du mois de juillet porte sur deux points qui sont alors décisifs: d'une part, l'appréciation de l'évolution exacte du rapport des forces global (à ce moment-là, comme ses écrits en rendent compte, Lénine a une perception plus pessimiste que nombre des cadres du parti), de l'autre, celle de la dynamique à l'œuvre à l'intérieur de la classe ouvrière et des soviets. L'un des grands intérêts du livre de Rabinowitch (cf. note 2) est d'en donner un aperçu, concis mais clair. Lors de la conférence de Petrograd-ville du 16 juillet, Volodarsky, à ce moment l'un des dirigeants du comité de Petrograd, conteste l'analyse de Lénine: «alors que les dirigeants [mencheviks et SR] vont vers la droite, les masses vont vers la gauche (...) La petite-bourgeoisie basculera de notre côté. En ayant cela à l'esprit, il est clair que le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" n'est pas obsolète.» Et de fait, alors que les organes centraux des soviets, non renouvelés de longue date, restent entre les mains des «conciliateurs», le poids de la gauche s'accroît dès la fin juillet au sein des soviets de districts, en contact plus étroit et direct avec les masses.

Au second congrès du parti, fin juillet-début août, des quinze délégués qui prennent la parole sur la discussion générale, huit se déclarent favorables au maintien du slogan «Tout le pouvoir aux soviets». Ioureniev, l'un des cadres provenant de l'organisation interdistricts, rappelle que les bolcheviks se sont, jusqu'à présent, construits principalement au sein des soviets, puis demande en quoi le maintien de l'ancien mot d'ordre serait contradictoire avec une révolution violente. Pour le dirigeant de Bakou, Djaparidzé, «tandis que nous vivons une période de contre-révolution, nous devons lutter pour les soviets et, comme défenseurs révolutionnaires de l'idée des soviets, nous y gagnerons la prépondérance.»⁹ Volodarsky, à nouveau, estime que dans cette conjoncture on ne peut pas maintenir tel quel l'ancien mot d'ordre, mais qu'il ne faut pas non plus «jeter le bébé avec l'eau du bain»; aussi propose-t-il d'avancer «Tout le pouvoir au prolétariat, soutenu par la paysannerie pauvre et la démocratie révolutionnaire organisée dans les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.»

La résolution de compromis du congrès clôt de fait le débat. Lénine, qui ne semble plus être intervenu sur ce sujet, consacre les semaines qui suivent à rédiger, toujours depuis son refuge finlandais (il ne reviendra à Petrograd que le 7 octobre), les pages de *L'Etat et la révolution*.

L'AFFAIRE KORNILOV ET LE GRAND RENVERSEMENT

Pendant ce temps, rien ne s'améliore cependant dans la situation générale du pays. La crise économique et les pénuries continuent voire s'aggravent encore. L'armée allemande s'est emparée de la ville portuaire de Riga ainsi que d'îlots dans la Baltique, ce qui fait peser une menace plus directe sur Petrograd. Et l'été est marqué par l'immense jacquerie qui embrase les campagnes dans pratiquement tout le pays.

Le 25 juillet, après trois semaines de vacance, un nouveau gouvernement est enfin mis en place. Neuf ministres «socialistes» s'y trouvent formellement en majorité mais ne jouent en réalité qu'un rôle très secondaire. L'essentiel des prérogatives est concentré sur la personne de Kérénsky (avec son entourage de conseillers), qui se pose de plus en plus en bonaparte mais sans avoir aucune possibilité de s'élever à la hauteur d'une telle ambition.

Quelques jours plus tôt, le 19 juillet, le même Kérénsky avait nommé le général Lavr Kornilov au poste de commandant en chef des armées. Un Kornilov présenté par les milieux de droite comme un héros et le potentiel sauveur de la nation mais qui, selon la description cruelle de l'un de ses collègues et prédécesseurs, le général Alexeïev, a «le cœur d'un lion et la cervelle d'un mouton». Tant Kérénsky que Kornilov poursuivent des objectifs contre-révolutionnaires, mais la survie du premier dépend du soutien maintenu des directions réformistes de la «démocratie», tandis que le second est par toute son histoire lié aux secteurs monarchistes et d'extrême droite. L'un pense utiliser habilement l'autre, et réciproquement. Pour décrire cette étrange situation, faisons à nouveau appel à Trotsky:

«Le condescendant et souple Broussilov, nommé à la place du circonspect officier de bureau Alexeïev, qui avait fait des objections à l'offensive, était maintenant destitué et remplacé par le général Kornilov. La permutation était motivée de différentes manières: aux cadets, on promettait que

Kornilov établirait une discipline de fer; aux conciliateurs, on affirmait que Kornilov était l'ami des comités et des commissaires (...) En réplique à cette haute nomination, Kornilov expédia au gouvernement un nouvel ultimatum: il n'acceptait son poste qu'aux conditions suivantes: "Responsabilité devant sa propre conscience et

de son inauguration, par une grève générale déclenchée à l'initiative des bolcheviks de la ville (la buvette du théâtre Bolchoï, où elle se déroule, est fermée, l'électricité dans le bâtiment se retrouve coupée...). Et il n'en sort rien, l'échec est retentissant.

Le 26 août, estimant que Kérénsky est

puis à la débandade, sans qu'un coup de feu ait pratiquement été tiré – sauf, parfois, par des soldats contre leurs propres officiers.

Kornilov prend la fuite – il trouvera la mort quelques mois plus tard – mais Kérénsky, dont la complicité sur le fond avec les putschistes apparaît désormais au grand jour, est plus fragilisé que jamais, comme le sont aussi les directions réformistes qui continuent envers et contre tout à lui prodiguer leur soutien. La démocratie bourgeoise a montré toutes ses limites, son incapacité à résoudre les problèmes du pain, de la paix, de la terre, et plus généralement à donner vie à une voie autonome entre la révolution sociale et la contre-révolution. Au contraire, pour les bolcheviks dont toute la propagande se trouve confirmée par les faits, le courant s'inverse, totalement et définitivement. Début septembre, ils remportent la majorité au soviet de Petrograd, où Trotsky retrouve la présidence qu'il avait déjà occupée en 1905. Puis c'est au tour du soviet de Moscou... Bientôt, la prise du pouvoir sera à l'ordre du jour. □



devant le peuple; interdiction d'intervenir dans les nominations aux postes élevés du commandement; rétablissement de la peine de mort à l'arrière."

(...) Le programme de Kornilov, comprenant la militarisation des usines et des chemins de fer, l'extension de la peine de mort à l'arrière, et la subordination au Grand Quartier Général de la région militaire de Petrograd avec la garnison de la capitale, avait été entre-temps connu des cercles conciliateurs. Derrière le programme officiel, l'on en devinait sans peine un autre, non exprimé mais d'autant plus effectif. La presse de gauche donna l'alarme. Le comité exécutif proposait une nouvelle candidature au poste de généralissime en la personne du général Tchermissoff. On se mit à parler ouvertement de la démission prochaine de Kornilov. La réaction fut en émoi.¹⁰

Kérénsky, dans une situation de plus en plus précaire, tente de retrouver une légitimité en organisant à la mi-août, à Moscou (loin de Petrograd...), une «conférence d'Etat» regroupant des représentants des organisations de masse (soviets, syndicats...), des administrations locales (municipalités...), ainsi que des représentants la «société civile» – en réalité, avant tout du patronat. La conférence est accueillie, le jour

devenu contre son gré l'otage du soviet, Kornilov exige que lui soit attribué des pouvoirs dictatoriaux. Le 27, il reçoit de Kérénsky un télégramme l'informant de sa destitution. Croyant toujours que le ministre-président du gouvernement provisoire agit sous la contrainte, Kornilov ordonne à ses troupes de faire route vers Petrograd. Dès que la nouvelle est connue, l'ensemble des organisations ouvrières et populaires, révolutionnaires comme réformistes, s'unissent dans un «Comité pour la lutte contre la contre-révolution». Avec les bolcheviks au premier rang, les régiments de la capitale se mettent en ordre de bataille, les ouvriers d'usine s'organisent en détachement armés, la population laborieuse creuse des tranchées.

Mais les troupes de Kornilov, qui voyagent en train, sont systématiquement ralenties et égarées par les chemins et ne réussiront jamais à atteindre la capitale. A cela s'ajoute le fait que pour les convaincre de se mettre en mouvement, leurs chefs leur avait dit qu'il s'agissait d'aller sauver les acquis menacés de la révolution: en maints endroits, les détachements korniloviens sont retournés par des agitateurs envoyés par le soviet de Petrograd ou ceux de localités proches. L'affaire tourne au fiasco

1 Correspondant aux 16, 17 et 18 juillet dans le calendrier occidental, que la Russie adoptera à compter du 1^{er} février 1918. Toutes les dates citées ici correspondent au calendrier «julien» qui restait alors en usage.

2 Les principales sources utilisées pour cet article ont été: – L'ouvrage de 1976 d'Alexander Rabinowitch, «Les bolcheviks prennent le pouvoir – La révolution de 1917 à Petrograd» (chapitres 1 à 10), récemment traduit et édité en français (La Fabrique, 2016);

– Le livre d'Orlando Figes, «La Révolution russe. 1891-1924: la tragédie d'un peuple» (deux tomes en poche chez Denoël, collection Médiations, 2007), en particulier son chapitre 10 «L'agonie du gouvernement provisoire»;

– Le tome 1 (deuxième partie, chapitres I et II), «La conquête du pouvoir», du livre de Marcel Liebman «Le léninisme sous Lénine» (Seuil, 1973);

– Les Œuvres complètes de Lénine (5^{ème} édition en français, Editions sociales, Paris, Editions du progrès, Moscou), en particulier leur tome 25 qui couvre la période de juin à septembre 1917;

– Et bien évidemment, l'«Histoire de la révolution russe» de Léon Trotsky (disponible en poche aux éditions du Seuil), chapitre 23 à 36 du second tome «Octobre». Mais beaucoup plus pour le panorama général et la puissance des analyses qui sont développées dans ce cadre, que sur l'histoire des débats au sein du Parti bolchevique durant cette période, une question sur laquelle l'auteur reste discret voire souvent muet (certainement pour des raisons liées au combat politique qu'il menait au moment de la parution de ce livre – en 1930 – vis-à-vis du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste).

3 Voir «Crise de juin, journées de juillet – Impatience de masse et gauchisme politique dans la révolution», revue l'Anticapitaliste n° 88, juin 2017.

4 Tome 2 «Octobre», chapitre 27 «La contre-révolution relève la tête».

5 La version publiée dans la presse bolchevique, après que certains points en aient été édulcorés, figure dans le tome 25 des Œuvres, pages 189-192. On trouve le texte original de Lénine dans le tome 45, pages 459-462.

6 Selon Ordjonikidzé puis Trotsky, Lénine envisageait alors que l'ancien rôle révolutionnaire des soviets soit repris par les comités d'usine, mais on ne trouve pas trace de cette idée dans ses écrits.

7 Œuvres, tome 25, pages 198-206.

8 C'est ainsi, en gros, la thèse développée par Oskar Anweiler dans son étude sur «Les soviets en Russie – 1905-1921» (Gallimard, 1972), un ouvrage par ailleurs fort utile de par la somme d'informations qu'il apporte.

9 Les citations sont retraduites de l'édition originale en anglais – celle dont l'auteur de l'article dispose.

10 Tome 2 «Octobre», chapitre 27 «La contre-révolution relève la tête».

Loi Travail XXL: vers un bouleversement des rapports sociaux en France?

PAR ROBERT PELLETIER

Au-delà de la multiplication des attaques contre les droits des salarié-e-s, ce qui se joue à travers les ordonnances Macron est un changement complet du mode d'organisation des relations sociales, alignant la situation de la France sur celle de ses «partenaires»-concurrents européens...

Il est encore difficile, en cette fin juin, de mesurer l'ampleur exacte de la régression sociale que tente d'imposer Macron et son gouvernement pro-Medef via la procédure radicalement antidémocratique des ordonnances. Le flou calculé de la rédaction du «*Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour la rénovation sociale*», le nombre de thèmes abordés et l'amplitude des possibilités ouvertes sur chacun d'eux laissent la place à des appréciations différentes sur la profondeur des modifications qui seront, au final, imposées.

Ce flou résulte à la fois de différenciations dans le camp patronal et d'indécisions dans le camp gouvernemental, le tout sur fond d'incertitude quant aux résistances que les travailleurs et travailleuses opposeront à ces attaques. L'attitude des directions syndicales est le reflet de ces confusions en même temps qu'elles les alimentent. Car malgré leur affaiblissement, leur quasi complète acceptation d'un dialogue social particulièrement indigent, leur poids dans la construction (ou non) d'un rapport de forces imposant des arbitrages, des reculs au pouvoir reste incontournable. Si la volonté et la capacité du mouvement syndical font partie des éléments décisifs dans cet affrontement, c'est aussi leur place dans l'agencement des rapports sociaux qui est en jeu.

AUX ORIGINES DU SYNDICALISME

Dès ses débuts, le syndicalisme a été partie prenante d'un système de relations complexes entre les trois grands acteurs de la société capitaliste: l'Etat, le patronat, les salarié-e-s.

Pour le monde «occidental» on considère qu'à l'origine, se sont développés trois types de relations industrielles nées symboliquement en 1906 avec la création du

Labour Party à l'initiative des syndicats britanniques, le congrès des syndicats allemands qui entérinait leur rapport avec le parti social-démocrate, et la Charte d'Amiens qui inscrivait dans le marbre la double «besogne» du syndicalisme français.¹

Le modèle britannique s'est construit le premier, à l'image du capitalisme de ce pays, précurseur dans le monde. Basé sur les syndicats de métiers, il défend les qualifications et les salaires dans le cadre du *closed shop* (monopole d'embauche syndical) et l'amélioration de la situation sociale de ses membres grâce à des allocations compensatoires pour ceux en incapacité de travailler ou leur famille. Dans ce syndicalisme fortement centralisé, les frontières entre les différentes qualifications engendrent des conflits entre syndicats. Il prétend améliorer la situation de ses adhérents par la négociation plutôt que par la loi. C'est ainsi qu'il y a eu au Royaume-Uni très peu de grèves à portée directement politique, exception faite de mouvements, comme ceux des mineurs, dans les années 1970 et 1980.

Dans le nord de l'Europe, autour de l'Allemagne, la social-démocratie a développé un syndicalisme organisant les salarié-e-s par entités industrielles, en regroupant tous les métiers d'une même entreprise. Il vise l'amélioration des salaires, des conditions d'emplois, des conditions de vie par une négociation collective indépendante des partis et des revendications politiques. Il privilégie les négociations, préalables à une action revendicative. Les syndicats sont en même temps un des piliers essentiels des partis sociaux-démocrates. La législation du travail vise à étendre à toutes les entreprises, mêmes non syndiquées, les résultats de la négociation collective.

Enfin, les pays latins se caractérisent par

une grande autonomie des structures de base, une faible syndicalisation et une importante activité revendicative. Le mouvement communiste y a imposé un lien politique et organisationnel fort entre syndicats et partis. Affirmant la complémentarité des types d'action, ces syndicats ont mené parallèlement luttes syndicales et luttes politiques, en tentant d'imposer un rapport de forces qui s'appuie sur la loi. Régulièrement, d'importantes grèves à caractère politique tentent de conforter le rapport de force. La négociation est moins développée. La loi ou les décisions gouvernementales sont les alternatives aux négociations entre syndicats et patronat.

LE SYNDICALISME FRANÇAIS

L'histoire de chaque pays a modelé spécifiquement les relations sociales. En France, dans la foulée de la révolution d'Octobre, la lutte contre le fascisme et le Front populaire a abouti à une relation étroite entre le PCF et la CGT qui a perduré jusqu'aux années 1980. C'est au sortir de la Deuxième Guerre mondiale que s'est consolidé un système de relations basé sur le rapport de forces international inscrit dans le marbre à Yalta. Cela a débouché sur une reconstruction de la société au travers de structures économiques et sociales assises sur le keynésiano-for-disme.

Complétant les délégués du personnel et les conventions collectives issus de 1936, la mise en place ou le développement des comités d'entreprise, du Conseil économique et social, de la Commission supérieure des conventions collectives, du conseil d'administration de la Sécurité sociale, structures paritaires multiples dans la fonction publique, ont accentué l'institutionnalisation de l'activité syndicale en même temps que la concurrence entre les confédérations.

En 1946, la CGT comptait 3,8 millions d'ad-

hérents (moins qu'en 1936), avec un déplacement vers la fonction publique et un affaiblissement relatif dans le privé et chez les ouvriers. Même si la priorité donnée à la « production » par la CGT et le PCF pour assurer le redressement national suscitait des critiques, au congrès de 1946, leurs partisans obtinrent 90% des mandats. Dans cette logique, jusqu'en 1947, les comités d'entreprises ont été d'abord un instrument au service de la « bataille de la production », produire étant selon Thorez « l'arme la plus élevée du devoir de classe ».

Après les grèves de 1947, le reflux de la syndicalisation se poursuivit jusqu'à 20% au milieu des années 1970. La CGT suivait l'orientation du PCF, de la période sectaire et radicale des années 1950 au Programme commun des années 1970. Dans la logique du Conseil national de la résistance, le PCF visait à conquérir l'hégémonie dans la sphère politique via des alliances avec la social-démocratie, voire plus larges. La CGT était, de son côté, chargée d'occuper des positions fortes dans l'appareil productif.

pression des partis réformistes sur l'ensemble du mouvement social ne permit pas que les luttes de l'après-68 fécondent le syndicalisme.

Dès le milieu des années 1970, le revirement économique, instrumentalisé par le patronat et les gouvernements, a pesé sur la combativité ouvrière. Mondialisation, « libéralisation » des rapports sociaux dans les pays de l'Est de l'Europe ont accentué la concurrence à l'échelle planétaire.² Les effectifs syndicaux ont entamé la chute vertigineuse qui les a amenés de 25% de syndiqués en 1975 à moins de 10% dès la fin des années 1980.

Sur le front politique, le PCF a tenté de construire un nouveau Front populaire. L'Union de la gauche en a constitué l'apogée, avec le programme commun de gouvernement, dont le Parti socialiste s'est échappé à la veille de l'élection présidentielle de 1981.

La victoire électorale de 1981 a été comprise comme la possibilité de mettre un coup d'arrêt aux reculs, voire de reprendre le

coûts pour le patronat, le bilan a été désastreux.

NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU DIALOGUE SOCIAL

Dans la foulée de l'élection de 1981, s'engage la mise en place d'une régulation « pacifiée » des relations sociales. Les lois Auroux de novembre 1982, saluées par l'ensemble des organisations syndicales, en fixent les premières règles.

Leur philosophie consiste à magnifier l'entreprise, à la réhabiliter dans l'esprit de la population. Cela annonce le véritable culte dont elle fera ensuite l'objet, avec la mise en scène du brigand Bernard Tapie comme modèle d'entrepreneur et d'Yves Montand, la « personnalité de gauche », prônant l'individualisme et le libéralisme les plus exacerbés dans ses émissions télé « Vive la crise ». Pour Auroux, l'entreprise doit devenir citoyenne : « il importe que les uns prennent davantage conscience de sa dimension sociale et les autres de sa dimension économique. »

La seconde anticipation concerne l'institution des accords dérogatoires, qui enfonce un (premier) coin dans l'ordre public social avec la possibilité de déroger aux dispositions législatives et conventionnelles, incluant déjà des formes de modulation du temps de travail, s'il n'y a pas d'opposition des syndicats représentant 50% des voix aux élections professionnelles.

Et enfin la tentative, vite tombée en désuétude, de contourner les institutions représentatives du personnel et les syndicats avec les « groupes Auroux », regroupant maîtrise et salarié-e-s et appelés à discuter de tout sauf de salaires. Est aussi instituée l'obligation de négocier chaque année les salaires et l'organisation du temps de travail.

En 1986, la loi Séguin ouvre la voie aux plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Autrement dit, une sorte de cogestion des plans sociaux est instaurée, et les élu-e-s des salarié-e-s se retrouvent partie prenante de décisions douloureuses. Parallèlement font florès des expressions comme « partenaires sociaux » ou « concertation », que les syndicats eux-mêmes ont fini par intégrer. La multiplication des négociations, appels aux cabinets d'expertise, aux avocats, vont absorber une grande partie de l'énergie et de l'activité des militant-e-s syndicaux. La judiciarisation, l'individualisation des rapports sociaux amplifient la



Première loi Travail : ce n'était qu'un début... DR.

DE MAI 68 À MITTERRAND

En Mai 68 la CGT, après s'être affrontée au mouvement étudiant, accompagna à contre-cœur le développement des grèves, alors que la CFDT était plus à l'écoute des revendications et des formes de lutte. Au total, Mai 68 ne déboucha pas sur un renforcement significatif et durable des organisations syndicales. Présenté comme un succès essentiel de 68, la reconnaissance du syndicat dans l'entreprise eut rapidement des effets pervers : captation de l'activité syndicale par les institutions représentatives du personnel et retrait de l'activité interprofessionnelle des unions locales. La

chemin des progrès sociaux. La retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, accompagnées de la suppression de la peine de mort, semblait le confirmer. Les nombreuses nationalisations ont conforté la politique du PCF et de la CGT, de grignotage de la société par le haut et le bas. Mais tout a basculé au bout de deux années. L'accompagnement d'une politique de régression sociale a entraîné pour la CGT, le casage des luttes, au nom de la responsabilité gouvernementale. Avec la désindexation des salaires par rapport à l'inflation, l'accompagnement des restructurations en utilisant les nationalisations pour alléger les

coupure des syndicats avec les travailleurs, tout en réduisant toujours davantage les postes collectives.

Les années de cohabitation et de gestion de la crise par la gauche plurielle (1997-2002) accroissent de façon continue le désarroi des équipes militantes et le recul de l'action revendicative collective. Appareils et militants vieillissent et se coupent des travailleurs.³

Le mouvement de 1995, limité pour l'essentiel au secteur public, a tenu autant à la volonté de riposte des travailleurs et travailleuses concerné-e-s qu'à celle d'organisations syndicales telle que FO, soucieuse de conserver la gestion de la Sécurité sociale, ou la CGT au travers des professions principalement visées par la réforme des retraites (EDF-GDF, RATP, SNCF), qui ont mis tout le poids de leurs appareils dans la bataille. Le résultat a été un demi-succès sur les retraites, mais des reculs maintenus sur la Sécurité sociale.

La mise en place de la réduction du temps de travail à la sauce Aubry a ensuite combiné la multiplication des négociations au long cours et des reculs décisifs en matière de flexibilité et de décompte du temps de travail effectif. Et encore accru la défiance des salarié-e-s vis-à-vis des organisations syndicales.

INSTITUTIONNALISATION

Malgré des tentatives de rénovation par les directions syndicales ou des oppositions internes ou externes, tout concourt à une adaptation toujours plus profonde à la société capitaliste.

Les syndicats sont matériellement intégrés par des milliers de liens à la gestion de l'Etat et des entreprises. Si certaines activités militantes restent proches des salarié-e-s (délégués du personnel, CHSCT), d'autres (CE, CCE, comités de groupe, comités de groupe européen, conseils d'administration) contribuent à structurer la collaboration de classe.

La participation aux organismes étatiques ou paritaires pléthoriques offre des milliers de postes : prud'hommes, sécurité sociale, mutuelles, assurance chômage, fonds de pension, organismes paritaires de négociation des conventions collectives, entreprises publiques, organismes de formation, etc. 14 000 fonctionnaires sont mis à plein temps à disposition des différents syndicats. Chaque confédération compte environ 10 000 permanents dont la moitié ne sont

pas payés par les organisations mais par les entreprises ou l'Etat.

Le tout constitue une source essentielle de revenus, les cotisations ne représentant qu'à peine un tiers des ressources des syndicats. Des centaines de millions d'euros sont versés par l'Etat au titre de missions d'intérêt général, dont la formation professionnelle. L'Etat n'est pas seul à mettre la main à la poche : AXA, Saint-Gobain, La Poste, France Télécom, Casino, Renault distribuent aussi de larges subventions.

Les gouvernements de droite n'ont infléchi ces orientations qu'à la marge, avec une réduction des droits syndicaux des institutions représentatives du personnel et la multiplication des avantages accordés au patronat. Mais la loi sur la représentativité de 2008 a même visé à conforter ce système.

CHANGEMENT DE PARADIGME ?

Les violentes attaques antisociales et antisyndicales ont été initiées dans le monde par Reagan et Thatcher, au tournant des années 1970/1980. En Italie, le Jobs Act de Renzi a profondément modifié au détriment des travailleurs les conditions d'embauche et de licenciement. En Allemagne, les lois Hartz ont fait passer le système social allemand d'un régime de prévoyance bismarckien qualifié de corporatiste, centré sur les statuts professionnels et la continuité du contrat salarié, à celui d'un Etat-providence libéral dont les prestations sociales visent l'intégration dans le marché du travail et la lutte contre la pauvreté.

Ce sont de telles mesures que contient le « projet Macron », dont l'objectif est de modifier de fond en comble l'architecture des relations du travail telle qu'elle s'est construite depuis plus d'un siècle. Si l'on a souvent craint dans le passé une telle remise en cause du droit du travail, la conjonction de la crise politique, de l'effondrement des partis de « gauche », de l'affaiblissement militant et des reculs idéologiques des principales organisations syndicales offrent une marge de manœuvre importante aux projets les plus réactionnaires. Ces projets se déclinent sous le drapeau de la « libération du travail », cher au patronat. Ce qui est à l'ordre du jour n'est même plus la flexisécurité mais la flexibilité, la mobilité, mettant les salarié-e-s entièrement à disposition de l'« entrepreneur ».

Le premier axe concerne la mise en cause du contrat à durée indéterminée, en fixant les règles de recours au CDD au niveau de la branche, voire de l'entreprise (y compris par referendum à l'initiative du patron) et en étendant le contrat de projet, véritable CDD de longue durée, sans même ses

contreparties. Le second vise à faciliter les licenciements en rendant les règles négociables par accord d'entreprise, en réduisant le champ de responsabilité des entreprises liées à des groupes, et surtout en réduisant les possibilités de contestation ou de compensation pour les salarié-e-s.

Les ordonnances contiennent le projet de réduire considérablement la place et le rôle des IRP et même des représentant-e-s des syndicats. La généralisation de la possibilité de fondre les trois principales IRP (délégués du personnel, délégués syndicaux, élus CHSCT) en une seule, aux prérogatives et moyens obscurs, ôterait des moyens considérables aux organisations syndicales et affaiblirait leur capacité d'information, de contestation des décisions patronales.

Significative est leur réduction au seul comité d'entreprise – des CE déjà bien plombés par la gestion d'œuvres de moins en moins sociales et par des réunions, des négociations qui paralysent le plus souvent l'activité syndicale revendicative. Exit les délégués du personnel revendicatifs, les comités d'hygiène-sécurité-conditions de travail trop fouineurs.

Enfin, pour chapeauter le tout, le projet prévoit l'extension des prérogatives des accords d'entreprises, associée à la possibilité de contourner les organisations syndicales par le biais de referendum organisés y compris par l'« entrepreneur ».

LES RÉPONSES SYNDICALES

Face à de tels enjeux, à ce véritable coup d'Etat antisocial, la surprise le dispute à la consternation devant l'attitude des directions syndicales. Pas de réel étonnement en ce qui concerne la CFDT, qui avait déjà largement soutenu la loi Travail, après avoir apporté son soutien aux différentes réformes des retraites. Du côté de FO, plus rien ne paraît poser vraiment problème alors que seule la place des branches dans la hiérarchie des normes semble devoir être confortée. Barémisation des indemnités prud'homales, inversion des normes, fusion des IRP, pour Mailly rien n'est figé, tout est négociable et « la concertation va dans le bon sens ».⁴

En ces temps de crise économique, politique, écologique, la bourgeoisie se propose de changer fondamentalement les rapports sociaux. Pour évoluer de façon significative vers une cogestion à l'allemande, il faut bien sûr un patronat suffisamment homogène pour présenter un front commun. Mais il faut surtout des organisations syndicales contraintes ou

prêtes à se prêter à ce dialogue social à une seule voix, celle du patronat. Depuis longtemps, la CFTC, la CGC et FO

salarié-e-s et l'impossibilité de construire une unité syndicale. Elle est tétanisée par l'échec, au printemps dernier, d'une tactique

Thibault ne voulait pas s'opposer mais y a été contraint par son comité confédéral). D'un côté, une adaptation qui suppose une

Loi Travail XXL : on « dialogue », on « concerté ». DR.



ne vivent que des rapports complaisants et complices avec le pouvoir politique et douteux avec le patronat, comme l'avait révélé l'affaire des échanges de bons procédés avec l'UIMM (Union des industries minières et métallurgiques).⁵ C'est ce genre de syndicalisme que cherche à renforcer les quelques contreparties présentes dans le projet d'ordonnances. Chèque syndical payé par les employeurs, renforcement de la place des syndicalistes spécialistes de la négociation, ouverture de davantage de places dans les conseils d'administrations, prises en compte de l'expérience syndicale dans les déroulements de carrière des élu-e-s, autant de gestes de bonne volonté en direction des syndicats complaisants. En ces temps de disette du côté des syndiqué-e-s et des cotisations, c'est parfois la survie de certains syndicats qui est en jeu. Certains évoquent également le chantage au retour à la surface du rapport Perruchot⁶ dénonçant des pratiques condamnables de syndicats patronaux et de salarié-e-s.

Pour la CGT, les choses sont plus complexes. Sa direction, qui s'était engagée avec difficulté dans la mobilisation contre la loi Travail, justifie sa politique par l'attentisme des

dont elle ne tire aucun bilan et qui s'inscrit dans la continuité des échecs des précédentes grandes mobilisations, notamment sur les retraites. Là aussi pèsent la baisse régulière du nombre des adhérent-e-s, la perte d'influence dans des secteurs eux-mêmes en « crise » (métallurgie, sidérurgie, etc.) et la politique de privatisation de larges portions du secteur nationalisé – une politique largement accompagnée par la CGT à EDF-GDF, Air France, La Poste, etc.⁷ Autant de pertes de moyens, de positions d'influence qui créent des difficultés voir des crises internes.

La direction confédérale pensait s'en sortir par le maintien de liens, certes conflictuels, avec la CFDT, au travers notamment de l'accord sur la représentativité de 2008. Mais sur ce terrain la CFDT, largement favorisée par les employeurs, s'est avérée plus performante. Comme cela s'est produit en Italie avec la CGIL⁸, le positionnement confédéral peut être source d'une crise profonde. L'équipe de Philippe Martinez a construit sa reconnaissance au sein de la confédération en opposition à la politique largement décriée de Thierry Lepaon, dans la suite de celle déjà contestée de Bernard Thibault (cf. l'épisode du Traité constitutionnel européen de 2005, auquel

bien conflictuelle restructuration interne (réduction du nombre de fédérations lié à la réduction du nombre de branches, constructions de directions régionales mieux contrôlables que des UL voire des UD). De l'autre, l'engagement sur la voie de la construction des mobilisations dont le succès est rendu aléatoire par la dégradation durable du rapport de forces en défaveur des salarié-e-s. La voie choisie par la direction confédérale pourrait engager de façon durable l'ensemble du mouvement syndical dans une domestication définitive. □

1 Voir Stéphane Sirot, « Syndicalisme et politique en Europe, XIXe-XXe siècles », in « Les syndicalismes en Europe, A l'épreuve de l'Etat », sous la direction de Tania Régin et Serge Wolikow, éditions Syllepse, 2002.

2 Voir Françoise Piotet (dir.), « La CGT et la recomposition syndicale », Presses universitaires de France, coll. « le lien social », 2009.

3 Voir Julian Mischi, « Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970 », Editions Agone, 2014.

4 Interview de Jean-Claude Mailly dans Le Monde du 27 juin.

5 https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_industries_et_métiers_de_la_métallurgie

6 <http://www.lepoint.fr/html/media/pdf/rapport-perruchot.pdf>

7 Voir Adrien Thomas, « Une privatisation négociée La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF », Editions l'Harmattan, 2006.

8 Voir l'article de Franco Turigliatto, <https://alencontre.org/europe/italie/le-syndicalisme-italien-face-au-couple-renzi-squinzi.html>

Front Social: regrouper pour la lutte

PAR DENISE SARRAUTE ET MARIE DARWEN

Alors qu'une quarantaine de collectifs «Front social» sont désormais en cours de construction un peu partout en France, que les manifestations du 19 juin, au lendemain des législatives, ont regroupé des milliers de personnes sur l'ensemble du territoire, il devient nécessaire de faire un point d'étape sur ce qu'est aujourd'hui ce regroupement.¹

Les manifestations des 22 avril, 8 mai et 19 juin sont des succès militants dont l'impact a largement débordé les milliers de personnes qui y ont participé. Aucun autre cadre d'organisation n'a été aussi dynamique ces dernières années. Le Front social est devenu un fait politique, qui dépasse très largement ceux qui l'ont lancé, un outil d'unité d'action à la base que les militant-e-s révolutionnaires doivent construire et amplifier. Comme souvent, la nouveauté peut susciter interrogations, craintes... voire hostilité. Il est pourtant fondamental que les militant-e-s révolutionnaires mesurent de quoi ce regroupement, entièrement dédié à la lutte, est l'expression et puissent comprendre en quoi c'est une chance à saisir pour contribuer à faire évoluer le rapport de forces en faveur de notre classe sociale.

AUX ORIGINES...

À l'origine du Front social, il y a le regroupement d'équipes militantes qui ont fait de nombreuses expériences de lutte depuis plusieurs années, chacune de leur côté, séparées dans le temps et dans l'espace, avec des étiquettes syndicales et des pratiques différentes, et à qui la séquence de la lutte contre la loi Travail a fait franchir un cap dans les questionnements quotidiens pour pouvoir gagner face à l'État et au patronat.

Ces équipes militantes ont su trouver des voies de convergence quand il s'est agi de défendre plusieurs de leurs militants contre la dictature patronale (les Goodyear), de témoigner dans l'action de la solidarité ouvrière (les blocages de soutien à des grèves comme à La Poste du 92), d'organiser les cortèges interpros et inter-luttes en tête des manifestations contre la

loi Travail à Paris (avec son corollaire que fut l'AG parisienne), ou encore de refuser les fouilles policières et les manifs qui tournent en cage.

Mais plus encore, c'est au cours des quatre mois de mouvement contre la loi Travail qu'ont pris corps deux idées énoncées isolément, depuis des années, par bien des militant-e-s. La première est celle qu'a exprimée Mickaël Wamen, de la CGT – un des animateurs de la grève des Goodyear pour sauver 987 emplois à Amiens – lors d'un rassemblement de solidarité à Paris, le 4 février 2017: il n'y a pas d'atonie de

gâchis que d'avoir deux voire trois journées d'action nationale sur un seul mois avec, autour, des centaines de débrayages et de grèves dans des boîtes et des administrations, alors que nous serions tellement plus forts et confiants en y allant tous ensemble!

La deuxième idée commune a été la conséquence de la mobilisation contre la loi Travail et particulièrement du moment situé autour du 14 juin, quand la bascule aurait pu se faire: seule la paralysie des moyens de production, de transport, d'énergie fait peur aux exploiters; autrement dit, seule



notre camp social mais chacun de ses combats est atomisé, dispersé, isolé. Ce qu'il nous faut c'est être tous ensemble, au même endroit, à la même heure et pour la même cause. Combien de fois ne nous sommes-nous pas dit la même chose: quel

la grève générale, reconductible, nous permettra de gagner, d'inverser le rapport de forces. Et cela, alors que beaucoup parmi les animateurs des grèves de 2016 avaient encore en tête la mobilisation contre la réforme des retraites de 2010, où la bascule

ne s'était pas faite alors que les raffineurs bloquaient les dépôts et que la grève générale était à notre portée.

C'est cette accumulation d'expériences et la volonté de ne plus se confronter aux mêmes échecs qui poussent au regroupement d'équipes syndicales combattives dans des cadres inédits. Le Front social permet aujourd'hui le regroupement de militant-e-s ayant réussi à dépasser les sectarismes de boutiques, convaincu-e-s par l'expérience de construire la grève générale, prêt-e-s à en découdre avec l'Etat et son appareil répressif, c'est-à-dire à se donner les moyens de refuser les entorses aux libertés fondamentales, notamment celle de manifester sans entraves.

UN CADRE DE FRONT UNIQUE QUI GÈNE LES DIRECTIONS SYNDICALES

Le cadre du Front social est fait pour agir. C'est pourquoi il tente de bousculer le train-train mortifère des directions syndicales depuis la victoire de Macron, comme il a tenté de casser le ronron présumé de la période électorale, en cherchant à imposer au centre de toute cette mascarade la nécessité de l'intervention directe des salariés et des jeunes sur la scène sociale. Et de fait, le pari de proposer trois initiatives de rue, à chaque fois dans la logique de mettre sur le devant de la scène l'idée (somme toute élémentaire pour les militants communistes révolutionnaires que nous sommes) qu'aucune conquête so-



ciale n'a été le fruit de mécanos institutionnels, mais toujours le résultat d'un tour de force imposé par notre camp social (1936, 1968), a été relevé haut la main! L'histoire du Front social, c'est la volonté de construire l'unité d'action à la base,

dans les entreprises, dans les quartiers, les lieux d'études parce qu'on n'a pas d'autre choix. On peut dire sans hésiter que le Front social est un outil pour le front unique. Il a un cœur initiateur réduit, avec celles et ceux les plus déterminés au départ (SUD activités postales 92, CGT Info Com, CGT Goodyear, la compagnie Jolie Môme, Bella Ciao, la CGT Wattrelos), mais compte aujourd'hui une centaine de structures syndicales, essentiellement CGT et Solidaires, auxquelles se sont joint des collectifs comme «Urgence notre police assassine!», «Droit au logement» ou encore «Droits devant!»

Cela constitue donc un regroupement de forces issues de différentes tendances du mouvement ouvrier pour s'opposer aux attaques des capitalistes, dans lequel des militants révolutionnaires interviennent pour pousser l'affrontement toujours plus loin. L'objectif est bien de constituer l'embryon d'un pôle lutte de classe dans le mouvement ouvrier, pour contester les directions réformistes et chercher à donner, dans un premier temps, des suites à des journées comme celles du 14 juin (la manifestation nationale contre la loi Travail, la plus importante du mouvement) ou du 15 septembre 2016 (la dernière manifestation appelée par les confédérations syndicales), et tenter aujourd'hui de regrouper un maximum de forces autour d'initiatives pour pouvoir dans un futur proche jouer un rôle dans le cadre des futures explosions sociales.

La détermination de certaines équipes CGT à construire le Front social s'explique par les décantations qui s'opèrent au sein de la centrale syndicale depuis quelques années. En effet, derrière sa façade de radicalité, la direction de la CGT n'a pas tenu le choc face aux gouvernements successifs et à leur grande idée du dialogue social qui tiendrait pour normal que patronat et représentants ouvriers, dont les intérêts sont divergents, pourraient avoir un espace commun de discussion, en-dehors de tout rapport de forces en faveur des travailleurs.

De 2010 à 2016, on a vu à l'œuvre les mêmes discours radicaux, avec au final une même logique: tout tenter pour empêcher les travailleurs et la jeunesse de prendre en main leur mouvement et de plonger alors le pays dans la grève générale. Mais la mobilisation contre la loi Travail a changé la donne. Pas encore au point que les effets en soient visibles à une échelle de masse, mais assez pour que la radicalité exprimée par maintes équipes syndicales et militantes ait trouvé un écho dans le Front social, ses initiatives et donc par là-même dans la

confiance qui gagne peu à peu d'autres militants, d'autres salarié-e-s.

Ainsi, il n'est pas absurde de dire que nous nous sommes fait voler notre mobilisation le 15 septembre 2016, quand l'intersyndicale a capitulé dans les grandes largeurs en ne proposant d'autres suites que la bataille boîte par boîte. Alors que les directions syndicales, par leur adaptation au timing du gouvernement, ont peu à peu contribué à décourager et démobiliser les militants les plus combattifs sur les boîtes, elles ont voulu nous faire croire que la bagarre se menait désormais à cette échelle. Pire encore, ne voit-on pas aujourd'hui tout ce petit monde se précipiter sous les ors de la République pour écouter Macron et Philippe leur dire... qu'ils n'ont rien à leur dire? Il aurait bien évidemment fallu refuser en bloc ces rencontres alors que ces deux là veulent faire la peau à la classe ouvrière et à la jeunesse. Leur passé nous l'a appris, leurs annonces nous le confirment.

On ne peut pas ne pas voir les remous que crée, à l'intérieur de la CGT et de Solidaires, le Front social, de par le nombre d'équipes locales impliquées. A la CGT, Martinez a choisi la défensive quand lors d'une réunion confédérale, il a mentionné dans son intervention les camarades d'Info Com dans des termes visant à semer le doute sur leur honnêteté, en distillant l'idée d'une non transparence de leur caisse de grève qui a (en plus!) joué la solidarité avec les postiers grévistes du 92, ou encore en polémiquant sur les cotisations non payées de la CGT Goodyear.

Mais cela n'empêche pas que de nouvelles structures CGT, certes de taille très variable, rejoignent le Front social. Dans Solidaires, toutes proportions gardées sur son poids comparé à celui de la CGT, les réticences sont paradoxalement fortes également depuis le lancement de l'initiative du «premier tour social». Paradoxe effectivement, quand on connaît l'histoire de Solidaires et ses pratiques, son affirmation permanente de la nécessaire convergence des luttes, sans même parler de sa capacité à suivre «tout ce qui bouge». Le débat continue puisqu'à l'issue de son congrès national, une motion a acté la participation de l'Union syndicale aux rassemblements du 19 juin contre les ordonnances Macron, sans formaliser sa participation au Front social au niveau national alors que dans la quasi-totalité des collectifs locaux qui se développent, les syndicats de



Solidaires sont partie prenante voire à l'initiative. La peur est de participer à des initiatives « minorisantes »... ce qui est particulièrement nouveau de la part de Solidaires!

LE FRONT SOCIAL : UNE NÉCESSITÉ, UNE PRIORITÉ

Du côté des organisations d'extrême gauche, c'est peu dire que l'on ne se bouscule pas pour construire le Front social. Il est pourtant déjà un fait notable en soi : pour la première fois depuis les années 2000 et les diverses tentatives de constitution de pôles lutte de classe, des militants d'entreprise communistes révolutionnaires sont au cœur de ces processus, ont pris part à leur impulsion, ont tissé des liens de confiance avec des militants issus de traditions politiques réformistes et ont ouvert le dialogue avec les courants libertaires et autonomes.

Le Front social a aujourd'hui un écho qui oblige à se pencher sur son cas, à le commenter a minima, à y prêter attention. Car le Front Social est une chance à saisir pour les militants révolutionnaires que nous sommes. Il regroupe une partie de ce qu'il y a de plus vivant dans notre camp

social, mais aussi de plus déterminé à s'affronter à l'Etat et au patronat. Il est un cadre qui ne reste pas planté là en attendant que les directions syndicales lèvent le petit doigt. Notre présence dans ce « pôle ouvrier » en cours de constitution nous donne la possibilité de faire avancer nos idées, auprès de secteurs militants qui connaissent une évolution combative mais aussi auprès d'une plus large audience dont la jeunesse fait partie.

Le Front Social est un point d'appui pour tenter de dépasser les faiblesses structurelles des organisations d'extrême gauche. Il faut le prendre pour ce qu'il est à ce stade. Ce n'est pas un nouveau syndicat, d'ailleurs ceux et celles qui participent au Front social construisent leurs structures syndicales, sinon comment pourrait-on expliquer la longue liste des organisations syndicales membres du Front social? Ce n'est pas non plus un nouveau parti. En revanche, cela n'empêche pas les discussions et les analyses au-delà des revendications dites « économiques ». Ce phénomène se situe dans la droite ligne de la mobilisation contre la loi Travail et son monde fait d'exploitation, de misère, d'oppression et de répression. Cela s'est également matérialisé dans l'entre deux tours de la présidentielle : c'est dans la rue que ça se gagne et Macron n'est en rien un rempart face au Front national.

Le Front social permet, à son échelle, d'unir et de faire agir ensemble celles et ceux qui luttent. Et c'est bien de cela dont il s'agit : mener des batailles avec toutes celles et ceux qui veulent aujourd'hui se bagarrer sans a priori idéologique, sans sectarisme ni baratin. C'est en effet au cœur de l'action que nombre de militant-e-s ont fait l'expérience de ce qui les rassemblait. C'est ce travail-là qu'il faut poursuivre, sans présager de la réussite ou de l'échec de ce regroupement à contribuer à forger un embryon de direction alternative aux bureaucraties syndicales. Ce cadre doit nous aider à faire en sorte que la journée de grève interprofessionnelle du 12 septembre soit un succès. Cela veut dire populariser cette date dès maintenant dans nos entreprises et services, car il n'y aura pas d'autre solution que la construction de la grève. C'est le meilleur moyen d'éviter que cette manifestation soit un baroud d'honneur. Et dès avant le 12 septembre, il faudra penser aux suites. En ce sens, la proposition du Front social de fixer dès maintenant le 20 septembre comme nouvelle date nationale de grève et de mobilisation, pourquoi pas avec une montée nationale à Paris, est un point d'appui considérable. □

1 Cet article, écrit par des camarades directement investies dans la construction du Front social, reflète l'opinion d'un secteur du NPA mais non de ce dernier dans son ensemble [note du comité de rédaction].



Rassemblement aux abords de l'Assemblée nationale, le 27 juin 2017. Photothèque rouge/Milo.

Front National: un échec électoral en trompe-l'œil?

PAR LAURENT RIPART

Après avoir obtenu aux présidentielles un score bien en-deçà de ce que les sondages lui avaient longtemps prédit, le Front National n'a réuni que 2,9 millions des voix aux législatives. Si pour le FN le bilan de cette séquence électorale pourrait donc sembler décevant, il est en réalité bien plus encourageant qu'il n'y paraît. Dans le contexte de délabrement actuel du champ politique, le FN pourrait en effet bien utiliser sa phase actuelle de repli afin d'effectuer les derniers réglages nécessaires pour s'ouvrir enfin les portes du pouvoir.

Lorsque Marine Le Pen annonça le 8 février 2016, au journal de 20 heures de TF1, sa candidature à l'Élysée, le FN venait de recueillir 27,7% des suffrages aux élections régionales de décembre 2015 et les sondages la créditaient de 26 à 30% des intentions de vote pour la présidentielle. Si aucun observateur ne pariait alors sur sa victoire, tous s'accordaient en revanche pour penser que sa qualification pour le second tour ne pouvait faire l'ombre d'un doute et qu'il était même très probable qu'elle sortirait en tête du premier tour. Au terme de cette campagne, la direction du FN ne peut toutefois que constater que les résultats n'ont pas été à la hauteur de ses espérances.

LES RÉSULTATS EN DEMI-TEINTE DU FN À LA PRÉSIDENTIELLE

Dans le dernier mois de la campagne, Marine Le Pen a vu ses intentions de vote décrocher jusqu'à se faire doubler dans la dernière ligne droite par Emmanuel Macron. N'ayant le jour du scrutin réuni que 21,3% des voix, elle n'est finalement parvenue à se qualifier pour le second tour que de justesse, avec seulement 460 000 voix d'avance sur François Fillon qui a terminé en troisième position.

Si pour le FN le premier tour fut à l'évidence décevant, le second fut encore plus difficile. Crédité de 40 à 42% des intentions de vote dans la première semaine de l'entre-deux-tours, Marine Le Pen a vu les sondages se dégrader au lendemain de son débat raté avec Emmanuel Macron. Au final, elle n'a obtenu que 33,9% des voix, un score très en

dessous de ce qu'elle avait pu escompter. Visiblement affectée, au point de refuser toute interview pendant dix jours, Marine Le Pen semble avoir eu quelques difficultés à encaisser le choc de ces résultats, comme l'ont montré ses hésitations à se porter candidate aux législatives, de peur qu'un nouvel échec ne nuise définitivement à son autorité.

Pour être indéniable, ce relatif échec doit toutefois être relativisé. Avec 7,6 millions de voix, le FN a en effet obtenu en 2017 son meilleur résultat au premier tour d'une présidentielle, Marine Le Pen améliorant son score de 2012 de 1,2 million de voix, ce qui signifie qu'elle a accru en cinq ans ses résultats de 19,5%. Une nouvelle fois, le FN démontre qu'il se trouve sur une dynamique ascendante de longue durée: si l'on fait exception de son trou d'air de 2007, il n'aura cessé depuis vingt ans d'améliorer son score à chaque présidentielle, progressant à un rythme annuel moyen d'environ 200 000 voix par an. Si cette croissance n'est pas rapidement enrayée, le FN devrait être en mesure d'arriver dans une dizaine d'années à réunir 10 millions de voix au premier tour, ce qui constitue sans doute le seuil nécessaire pour lui permettre d'accéder au pouvoir.

Le Front National peut nourrir d'autant plus d'espoirs que ses résultats en demi-teinte sont pour une grande part liés à des causes conjoncturelles. Elles ressortent tout d'abord de l'affaire des assistants parlementaires, qui a beaucoup nui à l'image de Marine Le Pen comme l'a montré l'écho que la punchline de

Philippe Poutou sur l'immunité ouvrière a pu rencontrer. Elles relèvent aussi d'une médiocre préparation de la campagne, qui a amené la candidate du FN à se trouver en grande difficulté dans l'entre-deux-tours lorsqu'il lui a fallu préciser la politique qu'elle entendait mettre en œuvre vis-à-vis de l'euro et des institutions de l'Union européenne. Elles paraissent enfin liées à la dynamique de la campagne Mélenchon qui semble être la cause principale de la faiblesse des résultats que le FN a obtenus dans les quartiers populaires. Chacun de ces éléments ne relevant pas d'un problème structurel, le FN semble donc disposer d'une importante marge de progression qu'il devrait pouvoir faire fructifier, pour peu que le contexte lui soit plus favorable et qu'il parvienne à crédibiliser davantage le discours de sa candidate.

En analysant de plus près les résultats du second tour, la direction du Front national a dû aussi y trouver des éléments de satisfaction. Si, par rapport au score que son père avait réalisé en 2012, Marine Le Pen a obtenu au premier tour 59% de voix supplémentaires, elle a en effet amélioré de 92% le score que Jean-Marie Le Pen avait fait au second tour de la présidentielle. Pour le dire autrement, alors que son père n'avait gagné en 2002 entre les deux tours que 800 000 suffrages, Marine Le Pen a cette année amélioré son score d'un tour à l'autre de 3 millions de voix, attirant 17% des suffrages qui s'étaient por-



tées au premier tour sur François Fillon et 9% de ceux de Jean-Luc Mélenchon.

Les élections présidentielles de 2017 ont ainsi démontré que le Front national était désormais capable de rassembler bien au-delà de lui, le ralliement entre les deux tours de Dupont-Aignan ne constituant que le symbole d'une nouvelle réalité : pour une frange notable de l'électorat de droite, le vote FN peut désormais être perçu au second tour comme une option crédible. Selon les sondages d'opinion, la situation aurait pu être encore plus favorable pour le Front national, puisqu'un à deux millions d'électeurs, qui auraient envisagé dans un premier temps de reporter leur voix au second tour sur Marine Le Pen, ont finalement préféré l'abstention, ce qui montre que le FN a la possibilité d'améliorer encore sa capacité de rassemblement.

DES LÉGISLATIVES MOINS DÉCEVANTES QU'IL N'Y PARAÎT

Pour le FN, les résultats des élections législatives peuvent à première vue sembler très décevants. N'ayant recueilli au premier tour que 2,9 millions de voix, pour un total de 13,1% des suffrages, le Front national a en effet perdu un demi-million de voix par rapport à 2012, ce qui constitue un indéniable coup d'arrêt dans sa progression électorale. Au second tour, le FN n'a pu obtenir le groupe qui lui avait été longtemps promis, n'engrangeant finalement que huit députés, soit six de plus qu'en 2012. Ces résultats ne seront pas sans conséquences financières, puisque le gain apporté par ses six députés supplémentaires ne compensera pas la perte de voix du premier tour. Au total, le FN verra sa subvention publique diminuer de 538 000 euros par an, ce qui n'est pas négligeable pour un parti dont l'équilibre financier reste

précaire. Marine Le Pen a d'ailleurs déjà annoncé la levée d'un « emprunt patriotique » pour faire face à ses besoins immédiats de liquidités, ainsi que la mise en place d'un plan d'économies.

Si elle a reconnu, dans une interview donnée le 14 juin à Europe 1, que ces résultats étaient « extrêmement déce-



vants», ils sont toutefois loin d'être totalement négatifs. Le très fort niveau de l'abstention a en effet rendu ces élections législatives très particulières, puisqu'il n'a permis qu'une seule triangulaire au second tour, contre trente-quatre en 2012, ce qui a profondément changé le sens même de l'élection des députés du Front. En effet, alors qu'en 2012 les deux députés du FN avaient été élus dans des triangulaires, les huit députés de 2017 ont en revanche tous été élus dans des duels. Ces victoires sans précédent sont fondamentales, dans la mesure où elles témoignent de la capacité toute nouvelle du FN à l'emporter dans le cadre d'un scrutin majoritaire à deux tours.

Marine Le Pen ne s'y est d'ailleurs pas trompée, puisqu'elle s'est empressée de souligner, non sans pertinence, que ces résultats démontraient que le fameux « plafond de verre », censé condamner le FN à échouer toujours au second tour, n'existait désormais plus. Les législatives ont ainsi confirmé ce que les présidentielles avaient déjà laissé paraître, autrement dit que le FN est désormais

capable d'impulser une dynamique de rassemblement entre les deux tours, ce qui ne s'était jusqu'à présent jamais produit dans son histoire électorale.

L'excellent résultat de Marine Le Pen dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais est de ce point de vue emblématique. Après avoir obtenu 46% des suf-

frages exprimés au premier tour, elle a été élue très facilement au second tour en réunissant 58,6% des voix, après avoir gagné un peu de 2700 suffrages supplémentaires entre les deux tours. Réalisé dans un contexte de croissance de l'abstention, alors que les autres candidats de droite et d'extrême droite (LR-UDI, UPR, Debout la France, FN dissident) n'avaient pu réunir au premier tour que 2500 voix, le score réalisé par Marine Le Pen au second tour traduit bien la nouvelle capacité de rassemblement du FN. Cinq ans après son échec de 2012, mais surtout trois ans après la

conquête par le FN de la mairie d'Hénin-Beaumont, la très nette victoire de Marine Le Pen témoigne aussi de l'enracinement et de la banalisation du Front National dans cette région.

Quatre des huit députés du FN ont en effet été élus dans ces terres du bassin minier du Pas-de-Calais, un département dans lequel le FN dispose déjà de seize conseillers régionaux et de douze conseillers départementaux et où Marine Le Pen a obtenu 52,9% des voix au second tour de la présidentielle. De tels résultats démontrent une réalité là aussi nouvelle : le Front National est désormais en capacité de se doter de fiefs électoraux, dans lesquels ses élus sont reconnus et appréciés par la population.

Enfin, si le FN n'a pas réussi à constituer un groupe à l'Assemblée Nationale, il n'est pas dit qu'il ne puisse y arriver dans les mois qui viennent. Marine Le Pen, qui en caresse l'espoir, peut s'appuyer sur le précédent des dernières élections européennes où le FN avait pu, un an après le scrutin, constituer le groupe qu'il n'était pas parvenu à obte-

nir dans un premier temps, en parvenant à rallier en cours de mandat quelques députés. Cette hypothèse pourrait à nouveau se réaliser, puisque les huit députés du Front national, auxquels il faut ajouter Nicolas Dupont-Aignan et Jacques Bompard, qui siègent pour le moment avec eux parmi les non-inscrits, n'ont en réalité besoin que de débaucher cinq députés pour constituer un groupe. Cet objectif pourrait devenir d'autant plus réalisable que le Front national apparaît de moins en moins comme un parti infréquentable.

UN FN DÉSORMAIS LARGEMENT DÉDIABOLISÉ

A la différence de 2002, la présence cette année de Marine Le Pen au second tour n'a guère suscité d'émotion dans la société française, si l'on en juge en particulier par l'absence de toute mobilisation d'ampleur. Les manifestations du 1^{er} mai qui, en 2017 comme en 2002, se sont déroulées entre les deux tours, ont clairement montré l'évolution de l'opinion.

En 2017, les défilés du 1^{er} mai n'auraient en effet réuni que 142 000 manifestants dans toute la France selon le ministère de l'intérieur et 280 000 selon la CGT, un niveau de mobilisation de dix fois inférieur à celui des manifestations du 1^{er} mai 2002. Surtout, la tonalité de ces manifestations était bien différente de celles de 2002, puisque si les défilés ont largement dénoncé Marine Le Pen, ils n'ont pas pour autant pris la forme d'une véritable mobilisation antifasciste. La quasi-disparition du slogan «F comme fasciste, N comme nazi», qui avait dominé les manifestations de 2002, montre assez clairement que le Front national n'apparaît désormais plus dans les milieux militants comme un véritable danger de type fasciste.

Cette séquence électorale aura ainsi démontré que la direction du FN a réussi son opération de dédiabolisation, en imposant à une échelle très large l'idée que le Front national de Marine ne serait plus tout à fait identique à celui de Jean-Marie. Pour être de plus en plus diffusée, cette perception est pourtant totalement illusoire, dans la mesure où Marine Le Pen n'a apporté que d'infimes ruptures dans la ligne politique suivie par son parti.

Comme l'a déclaré Louis Aliot, «la dédiabolisation ne porte que sur l'antisémi-

tisme», signifiant ainsi que le FN de Marine Le Pen avait limité son aggiornamento idéologique à un remplacement du vieil antisémitisme du 20^e siècle par la nouvelle islamophobie qui devient partout le nouvel étendard des extrêmes droites. Ce transfert de la figure traditionnelle de l'anti-France du juif au musulman est de fait au cœur des divergences qui opposent la génération «Bleu marine» à celle de Jean-Marie Le Pen, toujours obsessionnellement attachée à son vieil antisémitisme.

Cette banalisation du Front national se traduit aussi par la diffusion, dans les médias comme dans les revues de sciences politiques, de l'idée que le FN ne constituerait plus aujourd'hui qu'un parti de type populiste comme il s'en trouve désormais un peu partout sur le continent européen. Une telle perception revient là encore à reprendre la politique de communication du FN, qui a largement tenté d'accréditer que Marine Le Pen pouvait être comparée à Donald Trump ou à Nigel Farage. Une telle conception est toutefois contraire aux faits, puisqu'à l'exemple de l'UKIP britannique, des Vrais Finlandais ou encore du Parti populaire danois, les principaux partis populistes européens l'ont toujours contestée, refusant même par principe tout contact avec le FN. Ces partis de la droite extrême s'attachent à juste titre à souligner la différence de nature qui les oppose à un parti comme le Front national qui, par son histoire, par ses références et par la composition de sa direction, reste très profondément ancré dans une culture manifestement fasciste.

Il est toutefois vrai qu'en dernière analyse, la dédiabolisation du Front national ressort moins de son habile politique de communication que de l'évolution générale des discours politiques français qui ont brouillé les lignes. Pour le dire autrement, ce n'est pas le FN qui s'est dédiabolisé, mais la nature même du débat politique français qui s'est profondément diabolisé. Dans ce processus, l'élection présidentielle de 2002 a constitué une césure fondamentale: en ouvrant alors les portes du pouvoir à Sarkozy, Chirac a choisi de répondre à la présence de Jean-Marie le Pen au second tour en impulsant une politique de course à l'échalote avec le FN. Celle-ci a pu s'avérer efficace à court terme, puisqu'en reprenant à son compte le discours du FN, Sarkozy a incontestablement réussi à

attirer une importante partie de son électorat pour remporter la présidentielle de 2007. A plus long terme, cette stratégie s'est en revanche avérée désastreuse pour la droite, puisqu'elle a abouti à normaliser le discours du Front national, lui permettant ainsi de renaître plus fort dès que les vents ont tourné et que Sarkozy s'est retrouvé en difficulté.

Si la droite a donc une responsabilité énorme dans le processus de banalisation du FN, qu'elle est en ce moment en train de payer au prix fort, le Parti socialiste n'y est pas non plus étranger. Non seulement il a ouvert au Front national des pans entiers de l'électorat populaire déboussolé par sa politique néolibérale, comme le montre le développement spectaculaire du FN dans le Nord-Pas-de-Calais, qui constituait hier encore un fief historique du PS, mais il a largement apporté sa pierre à la dédiabolisation du FN, comme l'a en particulier montré le désastreux épisode de la déchéance de la nationalité. En reprenant l'une des propositions phare du FN et en diffusant à large échelle l'idée qu'être Français se mérite et que la lutte contre le terrorisme passait par la restriction de l'accès des étrangers à la nationalité française, le PS a donné une crédibilité inespérée au discours historique du Front national.

VERS LA CRÉATION D'UN NOUVEAU «RASSEMBLEMENT DES PATRIOTES» ?

Au lendemain des élections présidentielles, Marine Le Pen a annoncé à ses militants qu'elle se préparait à leur proposer de grands changements, en affirmant que «le Front national, qui s'est engagé dans une stratégie d'alliance, doit profondément se renouveler afin d'être à la hauteur de cette opportunité historique».

La direction du FN entend retirer les fruits de l'alliance conclue entre les deux tours de la présidentielle avec Debout la France, en proposant aux fractions les plus réactionnaires de la droite de la rejoindre dans un nouveau parti. Si Dupont-Aignan, qui craint de succomber au baiser mortel de Marine Le Pen, s'attache pour le moment à se faire oublier de son encombrant allié, le Front national espère, bien au-delà de Debout la France, qu'il lui sera bientôt possible de moissonner dans les



champs brûlés de la droite républicaine.

Cette perspective de construction d'un «rassemblement des patriotes» ne relève toutefois en rien d'une rupture dans l'histoire du FN, puisqu'elle ne constitue qu'une simple remise à l'ordre du jour de sa vieille politique de «rassemblement de la droite nationale», qui constituait déjà en 1972 le projet fondateur du Front national. Depuis sa création, la direction du FN a déjà effectué de nombreuses tentatives en ce sens, avec la constitution en 1986 du «Rassemblement national», qui avait vocation à réunir le Front national à une fraction de la droite gaulliste, puis avec l'opération «Génération Le Pen» montée en 1998 par Samuel Maréchal dans le même but, ou encore avec le «Rassemblement bleu marine» que la direction du FN a créé en 2012.

Si toutes ces expériences ont échoué, puisque le FN a dû à chaque fois se contenter de quelques rares débouchés individuels, force est de constater que les circonstances actuelles n'ont jamais été aussi favorables à la mise en place d'un tel projet. L'affaiblissement et l'éclatement de la droite républicaine, désormais divisée en deux groupes à l'Assemblée nationale, dotent le FN d'une attractivité nouvelle et lui offrent une occasion unique d'imposer son leadership à une droite, qui pourrait bien vite constater qu'elle est trop affaiblie pour pouvoir exister toute seule.

Dans l'immédiat, le FN doit procéder à quelques réglages programmatiques afin d'élaborer le socle de ce nouveau «rassemblement des patriotes». Devra-t-il apparaître comme le parti de la rupture avec l'UE, en reprenant le discours que Marine Le Pen a tenu durant ces dernières années, ou choisira-t-il d'abandonner cette ligne trop anxiogène pour revenir aux bons vieux discours sur «l'Europe des nations», qui constituaient originellement le programme européen du FN? En matière d'immigration, devra-t-il agiter le spectre du «grand remplacement», comme l'avait fait en son temps Bruno Mégret, ou serait-il plus payant de reprendre le discours sur «l'assimilation» que la direction du Front national avait tenté de mettre en avant lors de la présidentielle 2007? Ces interrogations sont au cœur des débats qui agitent actuellement la direction du FN.

Ces questions programmatiques sont en effet d'autant plus difficiles à trancher que le Front national ne dispose pas d'un électorat cohérent, susceptible de se rassembler autour d'un même projet de société. Toutes les études montrent que les succès électoraux du FN sont en effet fondés sur sa capacité à agréger des électorats socialement hétérogènes, dont les intérêts sont largement divergents. Le vote Front national parvient ainsi à regrouper de petits entrepreneurs, attirés par les thématiques antifiscales de l'extrême droite, une partie des classes populaires, frappées de plein fouet par les ravages de la mondialisation néolibérale, ou encore des fractions de la bourgeoisie qui voient dans le FN le parti de l'ordre social et moral.

Par son caractère hétérogène, ce conglomerat possède une indéniable fragilité et sa diversité s'exprime de plus en plus ouvertement au sein du Front national. Pour une grande part, les divergences qui se

mieux lui rappeler le prix de sa protection.

Après avoir réussi à marginaliser son père et à se débarrasser de sa nièce, Marine Le Pen a désormais imposé son autorité à sa famille comme à son parti. Ayant utilisé non sans habileté la soi-disant politique de dédramatisation pour liquider ceux qui, à l'exemple de Benedetti et de Gabriac, tentaient de faire de l'entrisme dans le FN, elle a promu dans l'appareil des hommes qui lui doivent aujourd'hui tout, faisant en particulier appel aux mégrétistes et aux identitaires qui sont de plus en plus présents dans le Front national marinisé, ce qui démontre au passage à quel point ce parti reste toujours aussi marqué par sa profonde culture fasciste. La médiocrité des résultats électoraux que le Front national a obtenus dans cette séquence électorale ne doit donc pas masquer l'essentiel: le FN n'a en réalité jamais été aussi menaçant. Si ses résultats ne sont évidemment pas à la hauteur de ses espérances, il a réussi à conserver



Le Pen-Dupont Aignan: une alliance prémonitrice? DR.

développent actuellement dans la direction du FN ressortent en effet d'une opposition entre les élus de la France méridionale, qui s'attachent à défendre les intérêts d'un électorat pour l'essentiel issu des classes moyennes, et les élus de la France du Nord et de l'Est, soucieux de répondre aux aspirations de leurs électeurs dont les origines sociales sont beaucoup plus populaires.

Marine Le Pen n'a toutefois pas grand-chose à craindre de ces affrontements internes. Reprenant les bonnes vieilles méthodes de son père, qui s'est toujours attaché à diviser son parti pour mieux le régenter, elle a tout à gagner à se poser en arbitre des conflits qui divisent le FN, en laissant par exemple le clan Philippot affronter ses nombreux ennemis pour

un bloc électoral dont la puissance est d'autant plus remarquable qu'il se dresse sur un champ politique transformé en un champ de ruines. Dédramatisé par les efforts conjoints de la droite sarkozyste et du PS de Valls et Hollande, le Front national est aujourd'hui en mesure de constituer au second tour un pôle de rassemblement d'autant plus inquiétant que sa nature profonde n'a rien à voir avec le visage rassurant qu'il s'attache à présenter. Dans ce contexte, il est plus que jamais essentiel d'ouvrir les yeux et de rappeler que le Front national n'est pas un parti comme les autres, que sa nature profondément fasciste n'a en rien changé et qu'il demeure pour le mouvement ouvrier un péril mortel qui en fait plus que jamais notre ennemi prioritaire. □

Climat: Trump contre le reste du monde ?

PAR DANIEL TANURO

Les Etats-Unis ont dénoncé l'accord de Paris sur le climat, annulé toutes les mesures qu'ils avaient décidées en application de cet accord et se sont retirés du Fonds vert pour le climat. Telles sont les décisions majeures annoncées par Donald Trump le jeudi 1^{er} juin et réaffirmées lors des réunions ultérieures du G7 et du G20.¹

Pour Trump, c'est simple, il y a un complot: les pauvres Etasuniens, trop honnêtes, sont victime d'une énorme injustice ourdie par une méchante machination de tous les autres pays. La dénonciation de l'accord est dès lors un saut élémentaire de souveraineté et de dignité nationale: «*les chefs d'Etat de l'Europe et de Chine ne devraient pas avoir plus à dire sur la politique des Etats-Unis que les citoyens américains. Nous ne voulons pas être la risée du monde. Nous ne le serons pas*». [...]

UNE DIFFÉRENCE DE 0,2°C ?

Sur le climat proprement dit, le locataire de la Maison-Blanche n'a pas dit grand chose. Notons toutefois cette extraordinaire affirmation péremptoire: «*l'accord de Paris ne ferait une différence que de 0,2°C*». A quelle échéance? Par rapport à quelle baseline? Mystère.

Nous avons assez répété ici que l'accord de Paris n'est qu'une déclaration d'intention. Mais c'est une déclaration d'intention qui a au moins l'avantage – c'est le seul – de fixer un objectif: «*rester bien au-dessous de 2°C, et continuer les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C*». Les contributions nationales à cet objectif nous mettent sur la voie d'un réchauffement de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle. Mais ne rien faire pourrait faire grimper le mercure jusqu'à 6°C. Or, ne rien faire est précisément ce que les Etats-Unis viennent de décider. Trump tente de faire croire aux Etasuniens que sa décision est sans conséquences écologiques pour eux, mais elle implique une différence bien supérieure à 0,2°C!

RENÉGOCIER? MON ŒIL...

En même temps qu'il répétait inlassablement sa dénonciation de l'accord conclu à la COP21, Trump a déclaré qu'il était prêt à négocier la réadhesion des Etats-Unis à ce texte, ou à négocier un accord «*entièrement*

nouveau», à condition qu'il ne nuise pas à l'Amérique et à ses citoyens. Il ne croit pas ce qu'il dit. Quelle est la cohérence de cette proposition, venant d'un individu qui affirme que le changement climatique est un *hoax* créé par les Chinois pour nuire à l'économie américaine?

De toute manière, la violence des propos de Trump ne laisse guère de crédibilité à cette idée de renégocier. Outre les pays «*émergents*» et les pays «*en voie de développement*», le troll de la Maison Blanche s'en est en effet pris directement à ses partenaires européens: «*ceux qui demandent aux USA de rester dans l'accord sont des pays qui coûtent cher aux USA par leurs pratiques commerciales et ne versent pas leur contribution à l'alliance militaire*». C'est Merkel qui est visée. Le torchon brûle vraiment entre Washington et Berlin. Retenons en tout cas que, pour Trump, les profits des patrons US et la politique militariste de défense de leurs intérêts passe avant le sauvetage du climat de la Terre.

Comment faut-il interpréter tout cela? Une analyse est nécessaire à plusieurs niveaux, et il faudra y revenir: ceci n'est qu'une première réaction à chaud.

LA FUITE EN AVANT D'UN TROLL BLESSÉ

Sur le plan de la politique intérieure US, la dénonciation de l'accord donne l'impression d'une fuite en avant de Trump pour tenter de se sortir d'une situation de plus en plus précaire, où des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur d'une procédure d'impeachment.

Trump était face à un choix difficile. S'il restait dans l'accord, il se «*normalisait*» (un peu) en tant que Président «*responsable*», répondait positivement aux souhaits majoritaire des milieux d'affaires (y compris ExxonMobil et autres groupes énergétiques!) et rassurait l'opinion publique US (elle est en majorité convaincue

et inquiète de la réalité du changement climatique). Mais s'il se «*normalisait*», justement, il tournait le dos à sa base militante, populiste et réactionnaire, et perdait un atout important parmi les élus du Parti républicain, qui sont très loin de le soutenir unanimement, mais sont en majorité climato-négationnistes.

Précisément parce qu'il est fragilisé, Trump a choisi de satisfaire sa base – représentée au sein de son équipe par Bannon, Pence, Pruitt, Sessions et quelques autres. Mike Pence – qui a introduit son allocution – et Scott Pruitt – qui l'a commentée – ont tous deux insisté lourdement sur cet aspect: le président fait ce qu'il a dit. (Pruitt – qui a vraiment l'air d'un larbin ciré de pompes de son maître – en a par ailleurs rajouté dans le populisme, parlant de «*classe ouvrière*» et saluant Trump comme «*le champion des oublié-e-s de ce pays*»!)

Ce choix en faveur de sa base était sans doute le moins mauvais possible pour Trump, à court terme. Mais à moyen terme, en se recentrant sur son «*core business*» national-populiste, le président pourrait rapprocher le moment où les cercles dominants du grand capital et leurs représentants politiques décideront de se débarrasser de lui et de Bannon, son âme damnée *alt-right*. [...]

BIEN MESURER L'IMPACT CLIMATIQUE

Sur le plan de l'impact climatique, le retrait des USA est grave, mais ne doit pas être dramatisé. Le fond de l'affaire, en effet, est que l'accord de Paris ne permet absolument pas d'éviter la catastrophe. Cela ne signifie pas que sa dénonciation par Trump soit sans importance, cela signifie que la capacité de nuisance de Trump doit être appréciée à sa juste mesure... Il s'agit



de ne pas tomber dans un soutien à l'accord de Paris ainsi qu'à ses partisans européens, chinois, ou autres, qui se donnent le beau rôle à bon compte alors qu'ils contribuent allègrement à la catastrophe climatique.

Les émissions US représentent 10% des émissions mondiales. Décidée sous Obama, la contribution nationale des Etats-Unis visait à les réduire de 26 à 28% en 2025, par rapport à 2005. Cela représente un effort à peine supérieur à celui que les USA auraient dû avoir réalisé au plus tard en 2012 (par rapport à 1990), s'ils avaient ratifié Kyoto. De plus, les mesures prises par Obama ne couvraient l'objectif qu'à 83%.

Ce n'est pas tout. Cet effort n'en était en réalité pas un: il correspondait quasi complètement à la réduction «spontanée» d'émissions découlant du fait que les groupes énergétiques étasuniens désinvestissent du charbon au profit du gaz de schiste – qui est à la fois moins polluant et moins cher – et des renouvelables. La suppression par Trump du *Clean power plan* et des autres mesures d'Obama est plus grave que sa dénonciation de l'accord, mais n'arrêtera pas le mouvement du capital.

DANGER DE DÉRAPAGE GÉOSTRATÉGIQUE

C'est sur le plan géostratégique que l'essentiel semble se jouer. La communication de Trump sur le climat confirme en effet qu'un engrenage inquiétant est en mouvement. La crise entre l'Union européenne et les USA s'aiguise, et le ton monte entre les concurrents. Un vaste réaligement des forces impérialistes, incluant l'éclatement de l'OTAN, une réforme/militarisation de l'UE et un rapprochement Chine-UE, n'est plus tout à fait un scénario de science-fiction.

Les cercles dominants du grand capital international ne veulent pas de ce scénario mais, comme nous l'avons noté dans notre article sur «La place du Trumpisme dans l'histoire»², certains éléments font que la situation pourrait échapper au contrôle des protagonistes. Un de ces éléments est de toute évidence la politique de Trump lui-même.

Ici, il faut insister sur le fait que cette politique n'est pas dictée simplement et mécaniquement par la bourgeoisie (des centaines de dirigeants de grandes entreprises US ont pressé Trump de rester dans l'accord, y compris des dirigeants

du secteur énergétique), ni même par tel ou tel secteur de la classe capitaliste. Il y a au contraire une double autonomie relative, qui s'affirme surtout dans les contextes de crise politique: autonomie de la sphère politique par rapport à la sphère économique, et de l'individu (Trump avec sa garde rapprochée) par rapport à la sphère politique bourgeoise dans son ensemble.

En d'autres termes: la fuite en avant que Trump fait sur le climat – parce qu'il est fragilisé par l'enquête sur ses liens avec la Russie – pourrait se prolonger sur d'autres terrains, y compris militaires. Cela pourrait alors avoir les plus graves conséquences... et ramener *ipso facto* la lutte pour le climat au

la justice Nord-Sud, ce qui implique des mesures anticapitalistes radicales, au lieu des «droits à polluer» et autres «mécanismes de marché».

Il ne faut donc accorder aucun soutien à l'accord de Paris, aucun soutien à l'axe Chine-Union européenne. Ce que l'affaire Trump prouve en dernière instance, c'est qu'une réponse à la hauteur du défi climatique n'est pas possible en respectant les lois d'un capitalisme assoiffé de croissance/de profit et d'une politique néolibérale qui sème le chômage, la misère et les inégalités. La défense du climat passe par la lutte des mouvements sociaux et la convergence des luttes. Il s'agit de relancer un mouvement mondial en faveur de la justice

Au sommet du G7 de Taormine, en Sicile, les 26 et 27 mai 2017. DR.



énième rang des préoccupations. Pour tous les protagonistes, alors même que l'urgence est vraiment maximale.

QUE FAIRE? QUE DIRE? CE N'EST PAS LE MOMENT DE SE TROMPER D'OBJECTIF...

Il faut évidemment dénoncer la politique de Trump, mais exiger que les USA restent dans l'accord de Paris n'a guère de sens. Négocier des concessions pour qu'ils y restent serait inacceptable. Qu'ils en sortent plutôt: cela isolera Trump au maximum, encouragera les luttes des mouvements sociaux aux USA contre sa politique, et l'empêchera de répandre ses fadaises climato-négationnistes dans la suite des négociations climatiques.

Les objectifs de réduction des émissions des gouvernements qui s'indignent du retrait US doivent être augmentés radicalement, pour combler ce retrait mais aussi pour combler le fossé entre l'objectif de 1,5°C maximum, d'une part, et les contributions nationales de ces Etats, d'autre part. Ils doivent l'être dans la justice sociale et

climatique, en solidarité avec les mouvements sociaux aux Etats-Unis.

Assez de tours de passe-passe et de demi-mesures: respect inconditionnel des engagements du Fonds vert pour le climat; halte aux grands travaux d'infrastructures fossiles; suppression des productions inutiles, nuisibles (armes!) et à obsolescence programmée; socialisation de l'énergie, du crédit et de l'eau; soutien à une agriculture écologique de proximité et souveraineté alimentaire; réduction radicale du temps de travail, sans perte de salaire; développement du secteur public sous contrôle des usagers dans les domaines du transport et de l'isolation-rénovation... Seules des revendications de ce genre ouvrent une issue à la hauteur de l'urgence et de la gravité de la double crise sociale et écologique. □

¹ Cet article est une version abrégée d'un texte publié par Daniel Tanuro le 2 juin dernier sur le site de la LCR de Belgique, sous le titre «Climat: Trump joue son va-tout national-populiste. What did you expect?» (<http://www.lcr-lagauche.org/climat-trump-fuit-en-avant-et-joue-son-va-tout-national-populiste>). Les coupures sont indiquées entre crochets.

² <http://alencontre.org/ameriques/america/nord/usa/la-place-du-trumpisme-dans-lhistoire.html>

ROYAUME-UNI

Le dur réveil de Theresa May

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Contre tous les pronostics, non seulement la première ministre britannique n'a pas gagné de façon écrasante les élections législatives du 8 juin 2017, mais elle a perdu la majorité absolue dont les conservateurs disposaient au parlement...

Pour conserver son poste, elle a dû « acheter » le soutien du DUP (Parti démocrate unioniste), la formation nord-irlandaise protestante, homophobe, anti-avortement et favorable à la peine de mort, qui compte désormais dix députés au parlement de Westminster. Elle s'est ainsi gagnée la haine de larges secteurs de la population britannique, tout en déclenchant une guerre sourde au sein de son propre parti.

Dans le numéro de mai de cette revue, nous avons traité de la situation politique en Grande-Bretagne après le Brexit et avant les législatives anticipées du 8 juin.¹ Nous signalions alors que tous les sondages donnaient Theresa May largement gagnante. Les restes de l'appareil travailliste hérité de Tony Blair, qui avaient mené une bataille sourde contre Corbyn depuis son élection à la direction du parti, se frottaient les mains et montaient des plans afin de reprendre le contrôle du parti après la défaite écrasante qui lui était promise.

Au matin du 9 juin, tant les conservateurs que la droite du Parti travailliste se sont cependant réveillés avec dans la bouche un goût amer. Tout en ayant remporté ces élections d'une courte tête, les conservateurs y avaient subi une défaite d'ampleur. Non seulement on était loin de la victoire écrasante que May réclamait afin de pouvoir imposer ses conditions dans les négociations avec l'Union européenne, mais ils avaient perdu treize députés et étaient devenus minoritaires au sein de la Chambre des communes. Le Parti travailliste, même s'il n'avait pas gagné, sortait renforcé avec 32 députés supplémentaires.

Les partisans des conservateurs se demandent comment il est possible que leur parti – qui est au gouvernement depuis 2010 et avait gagné sans pro-

blème les élections de 2015, face à un Parti travailliste fragmenté et en crise et à un Parti libéral-démocrate quasi inexistant – se retrouve aujourd'hui à la tête d'un gouvernement minoritaire et contraint de passer des accords avec l'imprésentable DUP.

Theresa May n'est pas la seule coupable. La catastrophe a commencé lorsque David Cameron, le premier ministre conservateur de 2010 à 2016, a appelé en 2016 au référendum portant sur le fait de savoir s'il fallait rester dans l'UE ou la quitter. Son calcul était que le « rester » gagnerait facilement et que son secteur au sein du Parti conservateur en serait conforté.

La virulente campagne réactionnaire et anti-immigrés de l'UKIP (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni, extrême droite) et de la droite du Parti conservateur était cependant parvenue à tromper des secteurs de la population qui souffrent le plus des conséquences des politiques d'austérité. Avec des arguments fallacieux, elle avait réussi à convaincre une partie des couches populaires que tous leurs maux étaient dus aux immigrés européens qui viennent travailler au Royaume-Uni sans avoir besoin de permis de travail, et qui « saccagent » les dispositifs de protection sociale.

En face, les secteurs du Parti conservateur et du Parti travailliste favorables au maintien dans l'Union européenne n'avaient mené qu'une bataille formelle, avec un Corbyn, historiquement opposé à l'UE, qui ne s'était engagé qu'à moitié. Les voix travaillistes s'étaient alors divisées entre le nord industriel, votant pour quitter l'UE, et les grandes villes se prononçant pour le maintien.²

UN GOUVERNEMENT QUI BAT DE L'AILE

Le Parti conservateur a traditionnellement une attitude cruelle envers ses

dirigeants qui se trompent. Ainsi, il n'avait pas hésité à provoquer la chute de Margaret Thatcher – alors remplacée par John Major – lorsqu'elle avait commis l'erreur politique de s'accrocher à la « poll tax ».³ Personne n'a donc été étonné de la démission de Cameron après son échec dans le référendum.

La seule raison pour laquelle Theresa May reste encore première ministre est qu'on ne lui a, pour l'instant, pas trouvé de remplaçant capable d'unifier les rangs conservateurs – même si beaucoup pensent que des dirigeants tels que Philip Hammond (ministre des finances) ou David Davis (ministre du Brexit), qui pourraient prendre sa suite, préfèrent que ce soit elle qui paie le prix de l'échec des négociations avec l'UE. Faire tomber le gouvernement May sans disposer d'une solution de rechange contraindrait les conservateurs à appeler à une nouvelle élection, avec le danger qu'elle soit remportée par Corbyn.

Mais l'affrontement au sein de l'appareil conservateur est public. A commencer par la rébellion de l'un de ses secteurs, opposé à l'« Accord de confiance et d'assistance » (*Confidence and Supply Agreement*) passé avec l'ultra réactionnaire DUP. Cet accord informel leur a garanti que le DUP voterait en faveur du « discours de la reine » (qui équivaut à un vote de confiance envers le gouvernement) et permettrait également l'adoption du budget. En outre, le DUP est censé apporter aux conservateurs la majorité nécessaire à l'adoption des accords sur le Brexit qui résulteront des négociations qui s'engagent avec l'UE.

Le DUP est le seul parti nord-irlandais



à avoir pris position pour le Brexit, mais il défend en même temps la conception d'une frontière souple avec la République d'Irlande (membre de l'UE). En échange de ce soutien, Theresa May a abandonné certains des aspects les plus conflictuels de son programme – comme la suppression des aides au chauffage pour les retraités – et s'est engagée à verser à l'Irlande du Nord un milliard de livres sterling supplémentaire – soit 100 millions de livres par député du DUP, ou 540 livres par habitant de l'Irlande du Nord.

Grâce à cet accord, le gouvernement a pu faire repousser un amendement travailliste qui supprimait le plafond de 1% fixé pour les augmentations de salaire des employés de l'Etat. Le mépris que cela traduit à l'égard des travailleurs du secteur public, dont les salaires ont été pratiquement gelés depuis le retour au pouvoir des conservateurs (ce qui n'a pas empêché les parlementaires de leur chanter des louanges pour leur professionnalisme et leur courage face aux attaques terroristes de Londres et Manchester, ou à la tragédie de la Grenfell Tower⁴) contraste avec l'« aide » accordée à une région qui, proportionnellement à sa population, reçoit déjà 21% de plus que le reste du Royaume-Uni. Ce deux poids, deux mesures a suscité un malaise non seulement dans les autres régions mais au sein du gouvernement lui-même.

Le coût politique de l'accord pourrait cependant être encore plus élevé. Les gouvernements de la République d'Irlande et du Royaume-Uni sont censés être des garants « neutres » de l'accord du Vendredi saint (signé en avril 1998 par les principales forces politiques nord-irlandaises) qui a mis fin à la guerre civile en Irlande du Nord. Ciaran McClean, un membre du Parti vert d'Irlande du Nord, a lancé une procédure en justice pour attaquer un accord qui viole ce principe de neutralité.⁵ Son opinion est partagée par de nombreux observateurs, parmi lesquels l'ex-premier ministre conservateur, John Major, qui estime que cet accord non seulement viole la neutralité mais aggrave la crise gouvernementale dans cette région.

Cela fait des semaines que les deux

principaux partis d'Irlande du Nord – le DUP et le Sinn Fein, républicain indépendantiste –, qui partageaient auparavant le gouvernement, ne parviennent pas à former une nouvelle coalition. Le Sinn Fein accuse le DUP de refuser de négocier après son pacte avec le Parti conservateur. Si aucun accord de gouvernement n'aboutit en Irlande du Nord, la région reviendra sous la coupe directe du parlement et du gouvernement britanniques, ce qui serait pour le Sinn Fein une situation inacceptable.

Mais ce n'est pas tout. Une parlementaire travailliste, Stella Creasy, a présenté un amendement au discours de la reine demandant que les femmes d'Irlande du Nord – la seule région du Royaume-Uni où l'avortement reste illégal – puissent avorter gratuitement en Grande-Bretagne. Jusqu'à présent, sous la pression du DUP, les femmes nord-irlandaises qui vont avorter en Grande-Bretagne – où cette intervention est gratuite – doivent payer 900 livres sterling.

L'amendement de Creasy a reçu le soutien de 40 parlementaires du Parti conservateur, furieux de l'accord passé par May avec le DUP. Face à cette rébellion, le gouvernement s'est engagé à garantir la gratuité de l'IVG pour les femmes nord-irlandaises dans toute la Grande-Bretagne, raison pour laquelle Creasy a retiré son amendement. Immédiatement, les gouvernements autonomes d'Ecosse et du Pays de Galles ont annoncé qu'ils doteraient financièrement leur système de santé afin de permettre l'application sur leur territoire de ce droit pour les femmes d'Irlande du Nord. Ce qui a provoqué l'ire du DUP, déclarant qu'une telle question n'avait jamais fait partie de la négociation et qu'il s'opposerait à cette mesure, en menaçant y compris de rompre l'accord de gouvernement.

CORBYN ET LE PARTI TRAVAILLISTE EN EMBUSCADE

Pendant ce temps, Corbyn savoure sa nouvelle popularité. Un accueil de rock star au légendaire festival de Glastonbury (à la fin du mois de juin), où aucune personnalité politique n'avait jamais pris la parole, a témoigné du poids qu'il a acquis auprès de la jeunesse britannique. La même chose s'est produite lors de sa visite auprès des survivants de la Grenfell Tower, alors que Theresa May y avait été huée.

Quant à son intervention (le 8 juillet 2017) lors de la 133^e rencontre des mineurs de Durham – le rassemblement syndical le plus important en Europe –, elle a été suivie par 200 000 travailleurs enfiévrés, qui l'ont acclamé comme le futur premier ministre du pays.

Pendant la campagne électorale, le candidat travailliste s'est révélé comme une véritable bête de scène.



Sous le slogan « *For the Many, not the Few* » (Pour le plus grand nombre, pas pour quelques-uns), Corbyn a regagné le soutien de la classe ouvrière aux travaillistes, avec un programme réformiste d'opposition à l'austérité conservatrice et aux contrats « zéro heure » ; en faveur de la renationalisation des chemins de fer et de la poste ; pour la gratuité des études universitaires ; en défense du service national de santé (NHS) et de la sécurité sociale ; et proposant de financer ces mesures par une augmentation de 5% sur les impôts des plus riches.

Contre toute attente, il a dépassé May de 9% dans le vote des travailleurs qualifiés, semi-qualifiés et des chômeurs, et est parvenu à faire réadhérer de nombreux anciens membres du Parti travailliste qui l'avaient quitté après le tournant à droite imposé par Tony Blair et le «New Labour». Corbyn a également attiré un secteur des couches moyennes intellectuelles – pour la première fois de son histoire, le

– qui ne parvenait qu'à répéter, face aux quelques membres de son parti qui acceptaient de venir l'entendre, que le pays avait besoin d'«un gouvernement fort et stable» – et des meetings travaillistes de masse, où des milliers de personnes écoutaient avec ferveur un message de gauche.

Mais cette grande avancée a sa contradiction : la profonde division, au sein du parti, entre ceux qui sont en faveur

dement au discours de la reine proposant que l'on ne quitte pas l'UE avant d'être parvenu à un accord ; qu'il y ait des garanties pour que le parlement puisse voter sur le résultat final des négociations ; et que l'on fasse des propositions en vue de demeurer au sein de l'union douanière et du marché unique.

Cet amendement, sauf son dernier point, n'étant pas contradictoire avec les positions officielles du parti, Corbyn a appelé à s'abstenir. L'amendement a recueilli 101 voix, soit celles de 49 travaillistes – dont trois ministres du cabinet fantôme – et des membres de tous les autres partis d'opposition (SNP écossais, démocrates-libéraux, Plaid Cymru du Pays de Galles, ainsi qu'un indépendant et l'unique représentante du Parti vert). Corbyn a immédiatement évincé les trois « rebelles » de son cabinet fantôme. Momentum – le mouvement de base et de gauche qui a soutenu sa campagne et est sorti notablement renforcé de tout ce processus – vient de lancer une campagne pour retirer l'investiture travailliste aux députés « rebelles », sauf s'ils acceptaient de revenir sur leur position et de suivre la ligne impulsée par Corbyn. De leur côté, les mineurs de Durham ont interdit aux « rebelles » de monter à la tribune de leur rassemblement du 8 juillet.

« CELA N'EST PAS POSSIBLE... »

Theresa May peut, pour l'instant, respirer. Le discours de la reine a été approuvé avec une majorité de 14 voix, les deux amendements travaillistes ayant été repoussés. Il est significatif qu'aucun des parlementaires conservateurs qui s'opposent à la ligne du Brexit « dur » de Theresa May n'ait voté en faveur de l'amendement portant sur ce point. Cela illustre le fait que le Parti conservateur n'est pas encore prêt à faire tomber ce qui est aujourd'hui son gouvernement.

Mais pendant ce temps, la fronde continue. Au début du moins de juin ont été publiés plusieurs rapports officiels confirmant que les salaires, en termes réels, ont chuté de 6% depuis dix ans, certains secteurs – notamment celui des travailleurs de l'Etat – ayant subi des

Le 25 juin 2017, Jeremy Corbyn reçoit un accueil de rock star sur la grande scène de Glastonbury (plus important festival rock au monde), dans le Somerset. DR.



Labour a gagné l'élection à Kensington, le quartier le plus riche de Londres. Mais le phénomène politique et social le plus frappant a été le soutien massif de la jeunesse, notamment des travailleurs de moins de 35 ans qui, jusqu'à présent, s'étaient toujours majoritairement abstenus. C'était justement l'un des facteurs qui faisaient douter les sondeurs : qu'allaient faire les jeunes ? Cette fois, ils ont non seulement pris part à la campagne mais sont allés voter en masse.

Le contraste était saisissant entre la campagne inodore et incolore de May

de la sortie de l'UE – comme Corbyn et ses partisans – et les représentants de l'appareil « blairiste ». Pendant la campagne, les travaillistes n'ont pas dit, sur la question du Brexit, davantage que des généralités. Et le vote de la confiance envers le gouvernement de May a montré les résistances qui existent, au sein du parti, face à la ligne de Brexit « soft » et négocié proposée par Corbyn.

Un membre de son « cabinet fantôme » (la réplique de gouvernement que constitue traditionnellement l'opposition) a ainsi soumis au vote un amen-



perdes encore plus importantes. La limite de 1% imposée à l'augmentation des salaires des fonctionnaires lorsque l'inflation était nulle se traduit maintenant, alors que celle-ci est de 3% annuels, en une véritable baisse. Le ministre des fi-



Le 21 juin 2017, la reine Elisabeth II lit le discours d'investiture de Theresa May, revêtue d'une robe et d'un chapeau aux couleurs de l'Union européenne... DR.

nances, Philip Hammond, est maintenant confronté à des hauts-fonctionnaires de son propre ministère qui protestent contre le non réajustement de leur salaire.

Mais le problème principal réside dans la façon de résoudre une grande contradiction. Tout le monde ou presque accepte le fait qu'après le référendum, le Royaume-Uni va quitter l'Union européenne. Mais dans quelles conditions? Un large secteur de la population, tout comme de la bourgeoisie britannique (et même, selon la toilette arborée lors du discours d'intronisation du nouveau gouvernement, la reine Elizabeth II elle-même), est maintenant défavorable à une rupture « dure ». Mais le secteur conservateur qui soutient Theresa May continue à penser que « mieux vaut pas d'accord du tout qu'un mauvais accord ». Et après les dernières élections, son poids s'est accru au sein du groupe parlementaire du parti.

Selon May et ses partisans, il serait possible de maintenir les avantages dont le Royaume-Uni bénéficie en tant que membre de l'Union européenne, tout en la quittant. Michel Barnier, le négociateur en chef de l'UE, s'est adressé à eux le 6 juillet: « j'ai entendu que certains au

Royaume-Uni disent qu'ils pourraient quitter le marché unique et conserver ses avantages. Cela n'est pas possible. »⁶ Il a ajouté que dans le cas d'un Brexit « dur », le pays retournerait au statut qui était le sien avant son entrée dans la Communauté européenne (prédécesseur de l'UE), ce qui créerait des difficultés supplémentaires pour les deux parties, mais surtout pour le Royaume-

Uni. « Le Conseil et le parlement européens ont été très clairs sur ces points. Mais je ne suis pas sûr que cela ait été compris dans toutes ses conséquences de l'autre côté de la Manche »⁷

Philip Hammond, le principal défenseur du Brexit « soft » au sein du gouvernement, l'a en tout cas très bien compris. Tout comme la Confédération de l'industrie britannique (CBI, la principale centrale patronale), la Fédération des employeurs de l'industrie, la Chambre de commerce britannique et la Fédération des petites entreprises.

Hammond a déclaré: « ce que je voudrais rappeler à mes collègues, c'est que si nous perdons notre accès aux marchés européens, il y aura des effets instantanés, et que les gens qui attendent de nous que nous protégeons les emplois, la croissance économique, le niveau de vie, ne nous remercieront pas de leur imposer une mesure avec des effets négatifs immédiats qui ne pourront être compensés que progressivement et sur le long terme. C'est la préoccupation que nous devons avoir à l'esprit. »⁸

Les représentants des patrons britanniques se sont plaints de l'intransigeance de May et ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il recherche un

accord de prolongation des négociations – qui doivent normalement prendre fin en mars 2019 –, en maintenant dans l'intervalle le statut actuel. C'est la position unifiée qu'ils ont présentée à David Davis lors de la réunion que celui-ci a organisée afin de discuter les plans de Brexit. La principale inconnue est cependant de savoir jusqu'à quand le gouvernement pourra imposer aux travailleurs de se serrer la ceinture. De nombreux analystes s'accordent à dire que la grande réussite de Corbyn est d'avoir axé sa campagne contre l'austérité et non sur le Brexit, alors que l'une des raisons de l'échec des conservateurs a justement été la forte augmentation de la pauvreté. Selon l'Office national des statistiques, qui recense les grèves depuis 1891, les dix dernières années, en particulier 2015 et 2016, ont vu les niveaux de conflictualité sociale les plus bas de l'histoire.⁹ Les directions syndicales se plaignent – tout en éludant leurs propres responsabilités dans cette situation – de ce que les destructions d'emplois stables, la prolifération des contrats « zéro heure » et de l'« auto-entrepreneuriat » ont fait baisser le nombre des travailleurs syndiqués et rendu plus difficile le lancement de grèves (déjà fortement contraint par les lois antisyndicales thatcheriennes, conservées pour l'essentiel sous le blairisme). Certes.

C'est pourquoi la question des questions est bien de savoir si la radicalisation politico-électorale qui se fait jour autour de la direction Corbyn du Parti travailliste va dans les prochains mois se traduire et transposer, ou non, dans une revitalisation des mobilisations sociales à la hauteur des enjeux. □

1 « Brexit: rêves et réalités », revue *L'Anticapitaliste* n° 87, mai 2017.

2 Pour une analyse plus détaillée, voir « Brexit: rêves et réalités ».

3 La « poll tax » était une « capitation », impôt local par tête égal pour tous les habitants, quels que soit leur situation et leur revenu. Mis en place – d'abord en Ecosse – par Thatcher en 1990, il a provoqué en retour d'immenses manifestations, tournant souvent à l'émeute et menaçant la stabilité du gouvernement. Le Parti conservateur avait demandé à Thatcher d'y renoncer puis, devant son obstination, l'a démise.

4 L'incendie, le 14 juin 2017, d'un tour de logements sociaux à Londres, qui a fait plus de 80 victimes. La Grenfell Tower avait été récemment rénovée avec l'utilisation, pour des raisons de coûts, de matériaux hautement combustibles.

5 <https://www.theguardian.com/politics/2017/jul/09/theresa-may-dup-deal-legal-challenge-crowdfunded-campaign-good-friday-agreement>

6 <https://www.theguardian.com/politics/2017/jul/06/frictionless-trade-impossible-if-uk-leaves-eu-single-market-says-barnier>

7 <https://www.theguardian.com/politics/blog/live/2017/jul/06/politics-live?page=with:block-595df469e4b0cddfab35f251#block-595df469e4b0cddfab35f251>

8 <https://www.theguardian.com/politics/2017/jul/07/people-want-a-sensible-brexitsays-philip-hammond>

9 <https://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/workplacedisputesandworkingconditions/datasets/labourdisputeslabourdisputesannuallestimates>

UNION EUROPÉENNE

Une réforme est-elle possible ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Après le choc du Brexit, les dirigeants de l'Union européenne et de la zone euro avaient affiché des velléités d'autoréforme dans un sens supposément plus « protecteur » des salariés et des populations. Un an plus tard, ces annonces n'ont pas connu le moindre début de traduction. Quant aux politiques d'austérité, elles ne se sont nullement desserrées, au contraire.

« L'Europe n'est pas le Far West, c'est une économie sociale de marché », avait ainsi déclaré

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, qui à titre d'exemple signalait deux réformes nécessaires : celle de la directive sur les travailleurs détachés, en vue de mettre fin ou au moins limiter les « abus » auxquels ce dispositif peut donner lieu ; des mesures qui contraindraient les multinationales à payer leurs impôts dans les pays où elles travaillent, afin de limiter les pratiques dites d'optimisation (en réalité, d'évasion) fiscale qui jouent sur la localisation et les rapports entre maisons-mères (qui ne sont parfois que de simples « boîtes aux lettres ») et filiales. Un an après, rien n'a été fait, sur aucun de ces deux points.

Un projet de directive élaboré par la commissaire belge à l'emploi et aux affaires sociales, qui limitait un peu le recours au travail détaché et en alourdissait un peu le coût (en prévoyant une égalité avec les travailleurs locaux non seulement salariale, comme c'est en principe le cas aujourd'hui, mais aussi en termes de primes et d'indemnités), avait été déposé en mars 2016. Mais il avait aussitôt suscité un veto de 11 des Etats de l'Union. Plus récemment, au sommet de Bruxelles de juin 2017, Macron a présenté une proposition plus modeste – également rejetée.

En matière de fiscalité des grands groupes, l'UE s'est bien dotée d'une directive, adoptée en février dernier, mais elle ne concerne que les rapports entre les établissements situés dans l'Union européenne et ceux de la même entreprise qui se trouvent hors-UE. Toute mesure dans ce domaine exigeant l'unanimité des

Etats membres, on peut être certain que l'Europe des 27 restera un paradis de l'optimisation fiscale des multinationales.

On peut ajouter que le dernier sommet de Bruxelles a écarté une autre proposition française, visant à instaurer un contrôle sur les investissements étrangers dans des secteurs stratégiques de l'économie de l'Union (la Chine est notamment visée) : les conceptions les plus ultralibérales du « laisser faire, laisser passer » l'ont à nouveau emporté, malgré le soutien que Juncker avait en l'espèce prodigué à Macron (en déclarant « je veux avoir une Europe ouverte, pas une Europe offerte »).

Dans le même temps, la commission européenne et les gouvernements qu'elle représente entendent visiblement faire payer au Royaume-Uni le prix de son Brexit – quitte à placer son actuel gouvernement, dont les promesses apparaissent de plus en plus irréelles, dans une situation intenable. Quant aux politiques d'austérité, toujours impulsées et coordonnées par les institutions européennes, elles continuent à prévaloir dans tous les pays. Avec toujours, comme exemple emblématique, la situation dramatique imposée au peuple grec.

L'EXEMPLE GREC

La Grèce, nous disent les dirigeants de l'UE, aurait désormais « retrouvé la croissance » et une « dynamique de créations d'emploi » grâce aux « réformes » auxquelles elle « s'est astreinte »... Mais si l'on observe un petit rebond (fragile d'un trimestre à l'autre) de l'activité provoquant peut-être quelques embauches sur des postes précaires et mal payés, c'est d'abord parce que le PIB du pays s'est effondré de

près de 25% depuis le début de la crise, en 2009. Et ensuite, sur la base de destructions massives d'emplois, de réductions drastiques des salaires et des retraites (baisse de 26% du revenu annuel médian, et de 27% pour la consommation alimentaire), d'un appauvrissement général de la population (diminution de 40% des actifs des ménages), d'une liquidation générale des services sociaux, d'un bradage à de grands groupes étrangers des entreprises anciennement publiques et même du patrimoine culturel du pays.

Outre cette catastrophe sociale, les plans d'austérité successifs (« mémorandums ») imposés par l'Union européenne ont aussi eu pour conséquence de sérieusement aggraver les déficits structurels sur lesquels ils étaient pourtant censés avoir un effet positif. C'est le cas, en premier lieu, de la dette publique qui est passé de 126% du PIB en 2009, et 146% lors de l'engagement du premier plan d'« aide » en 2010, à 179% en 2016 (par comparaison, le chiffre français, jugé élevé, est de 96%).

Lors de l'eurogroupe (réunion des ministres des finances des Etats membres et des responsables économiques et financiers de l'UE) de juin 2017, en récompense de ses « efforts », avec en particulier la réalisation d'un excédent budgétaire de 3,9% pour l'année 2016 (par comparaison, la France a fait la même année un déficit de 3,4%), la Grèce s'est vue accorder le versement (déjà prévu à la suite du mémorandum signé en 2015 par Tsipras)





d'une nouvelle tranche de prêt de 8,5 milliards... qui va lui permettre de rembourser cet été plus de 7 milliards de prêts... dus principalement aux banques et institutions de l'Union européenne.

Mais sa demande d'une restructuration de la dette – la grande promesse de Tsipras, censée justifier tous les sacrifices de son peuple – a été une nouvelle fois ignorée. Le gouvernement allemand et les institutions de l'UE, qui veulent au sens propre «faire un exemple», refusent notamment toute réduction du capital de la dette grecque. La seule solution envisageable – suggérée par Bruno Le Maire – serait de moduler le montant des remboursements annuels en fonction de la croissance, mais à condition que l'Etat grec continue de dégager des excédents budgétaires considérables (3,5% jusqu'en 2022, 2% au-delà), et cela jusqu'en... 2060 voire encore davantage, autrement dit qu'il impose à son peuple une austérité perpétuelle. L'eurogroupe s'est accordé pour étudier cette proposition... d'ici un an, à la condition que la Grèce ait alors accompli une autre bonne année super-austéraitaire.

UN CONTRE-EXEMPLE PORTUGAIS?

Il y aurait pourtant un contre-exemple, montrant que tout en restant dans l'Union européenne, et même en se conformant «avec intelligence» à ses conditions, il serait possible de rompre avec les politiques d'austérité. Il faudra revenir plus en détail sur la *geringonça* (un mot portugais difficilement traduisible, qui désigne le montage a priori improbable de la majorité parlementaire formée, depuis fin 2015, entre le PS, le PCP et le Bloc de gauche), parfois présentée comme la «quatrième voie» incarnant l'avenir d'une social-démocratie rénovée, mais quelques mots doivent en être dits ici à propos de son rapport à l'Union européenne et ses politiques.

Après une crise très sérieuse qui l'avait contraint à passer sous les fourches caudines des programmes d'«aide» de l'UE, le Portugal a renoué avec une croissance soutenue, +2,8% à la mi-2017 sur les douze derniers mois. Dans le même temps, il a réduit son déficit budgétaire à 2% du PIB (contre 4% sous le gouvernement de droite

précédent), se conformant ainsi à une exigence essentielle de l'UE et de la zone euro – raison pour laquelle la commission européenne a levé la procédure de surveillance qu'elle avait mise en place envers ce pays. La raison de ce succès, nous disent des sec-teurs à gauche (comme Benoit Hamon, qui s'était ainsi rendu au Portugal pour son premier – et seul – déplacement international de candidat à la présidentielle¹), est que le gouvernement portugais, en augmentant le salaire minimum (+15% entre 2014 et 2017, en partant du niveau certes très bas de 485 euros) et les retraites, a su relancer la confiance et la consommation, ce qui s'est traduit par un regain de l'activité, une baisse du chômage (tombé à 10%), une amélioration des recettes fiscales et en général l'enclenchement d'un «cycle vertueux» de type keynésien ou néokeynésien.

Peut-être est-ce vrai en partie – même si

mage.»² Selon cette interprétation, tout ne serait donc pas si rose.

LE «DEAL» MERKEL-MACRON ET SES CONSÉQUENCES

Dans tous les cas, l'austérité est là en Europe pour rester, mais cela ne signifie pas que les principaux dirigeants européens, au-delà de leurs intérêts nationaux immédiats, ne manifestent pas des inquiétudes quant à l'avenir de l'Union. Pour empêcher ou contrecarrer de nouvelles crises, différentes hypothèses sont à l'étude en vue d'avancer enfin vers une meilleure coordination des politiques économiques. Notamment, celle d'un «gouvernement économique de la zone euro», voire d'un «parlement de la zone euro» (doublant un parlement européen qui deviendrait alors encore plus décoratif), disposant et discutant d'un budget pour des investissements com-muns et des actions de solidarité

entre les régions de l'UE. C'est le projet qui est porté, notamment, par Emmanuel Macron et par le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, le «socialiste» français Pierre Moscovici.

A Bruxelles, Angela Merkel a indiqué à Macron qu'elle pourrait accepter de faire des pas dans ce sens, mais à une condition: que les autres Etats européens, en particulier la France, se conforment enfin aux critères de Maastricht et, plus généralement, réalisent les

réformes que l'Allemagne a menées à bien de longue date – à travers les lois Hartz, décidées sous la présidence du social-démocrate Schröder.

C'est une des clés de la politique économique de Macron et ce qui explique sa frénésie de coupes budgétaires afin de parvenir, dès 2017, à passer sous la barre des 3% de déficit budgétaire. Ces «efforts» seront évidemment pour notre bien à toutes et tous, puisqu'au bout du bout cela générera une période de nouvelle croissance... Comme avec la loi Travail XXL qui, en rassurant et sécurisant nos patrons, permettra de réduire le chômage... On connaît la chanson. □

¹ Lire aussi cet article enthousiaste de Rachel Knaebel sur le site de Bastamag: <https://www.bastamag.net/Comment-l-union-des-socialistes-et-de-la-gauche-radical-a-mis-un-terme-a-l-le-mot-qui-manque-a-la-fin-est-austérité>. Et, sur l'accord de coalition, la formation du nouveau gouvernement et ses tout premiers pas, l'article «Au Portugal, un gouvernement anti-austérité?» dans notre revue n° 73 de février 2016.

² <http://www.eugeniorosa.com/Sites/eugeniorosa.com/Documents/2017/6-2017-reducao-defice-cómo.pdf>



Au Conseil européen de Bruxelles, le 23 juin 2017. DR.

une série d'autres facteurs ont joué (le fait que l'on partait de très bas, la purge austéraitaire des gouvernements précédents qui avait redressé les taux de profit, le fait que le Portugal maintienne un très haut taux d'émigration). Mais il faut aussi entendre les critiques qui s'expriment à gauche, comme celle de l'économiste de la CGTP (principale centrale syndicale du pays), Eugénio Rosa, qui affirme:

«La réduction du déficit a été obtenue au détriment de la sécurité sociale, de la fonction publique, de l'investissement public et des dépenses du Service national de santé.» Par «le maintien du blocage des rémunérations et des carrières des travailleurs de la fonction publique», ainsi que «des coupes significatives dans l'investissement public.» «Le fort excédent de la sécurité sociale a été atteint grâce à une réduction du nombre des bénéficiaires de prestations sociales – aujourd'hui, seuls 28% des chômeurs reçoivent des indemnités de chô-

L'UNION EUROPÉENNE À L'ARRÊT

Enlisement, fragmentation ou relance ?

PAR HENRI WILNO

L'Union européenne est aujourd'hui dans l'impasse, sa fragmentation est possible. Mais il n'est pas exclu que dans un contexte incertain, l'Allemagne, en association avec la France, fasse un effort volontariste pour tenter d'inverser partiellement la tendance.

Le 25 mars dernier a marqué le 60^e anniversaire du traité de Rome qui a institué le Marché commun, dont l'élargissement et l'approfondissement ont conduit à l'actuelle Union européenne. D'emblée, le processus de rapprochement des Etats de l'Europe de l'ouest initié en 1957 a été conçu comme irréversible. Les six Etats originels (Allemagne fédérale, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) ont d'abord formé un « marché commun », mais leur projet visait à englober d'autres Etats et d'autres politiques pour aboutir, selon les conceptions, à une fédération ou à une confédération (dans ce second cas, les Etats membres conserveraient un plus grand rôle) européenne.

Progressivement, l'édifice a englobé de nouveaux Etats (jusqu'à 28, 27 depuis l'annonce du Brexit) et le projet s'est approfondi avec la mise en place de politiques communes (comme la PAC, politique agricole commune). Ensuite, dans le cadre du tournant néolibéral des politiques économiques, a été adopté en 1986 l'Acte unique européen, qui visait à instaurer la prépondérance quasi généralisée de la logique du marché et de la concurrence. La libre circulation des capitaux (non seulement entre Etats membres mais aussi avec l'extérieur) a été mise en œuvre.

Dans la même logique a été défini en 1996 le statut du travail détaché, qui l'assimile à une prestation de service au lieu de relever de la circulation des travailleurs d'un pays à l'autre ; c'est ce qui fonde la possibilité de dumping social. Il n'est donc pas question d'aller vers une uniformisation des droits sociaux entre les Etats membres. Les services publics doivent être libéralisés, et les

entreprises publiques mises en concurrence avec le privé. Les politiques publiques doivent se couler dans ce moule et il n'y a pas de politique industrielle européenne (Airbus repose ainsi sur un accord particulier entre des gouvernements).

En 1992, le traité de Maastricht a instauré l'euro et la Banque centrale européenne (BCE). L'euro a entraîné la mise en place d'une procédure de surveillance des budgets des Etats membres afin de les amener à respecter le principal des critères du traité de Maastricht : la limitation du déficit des finances publiques à 3% du produit intérieur brut (PIB). Cette procédure a été progressivement renforcée pour mieux encadrer les Etats. Certes, tous les pays membres ne sont pas dans la zone euro, mais c'est l'objectif : aux termes du traité, les Etats de l'UE doivent tous adopter l'euro à terme (le Royaume-Uni et le Danemark ayant cependant obtenu le droit de rester en-dehors). Les accords de Schengen, entrés en vigueur en 1995, ont ensuite harmonisé les contrôles aux frontières et facilité la circulation entre les Etats qui y ont souscrit (une minorité des Etats membres).

UN PROCESSUS QUI PATINE

En 2000, la stratégie de Lisbonne (adoptée à un Conseil européen réuni à Lisbonne) annonçait des lendemains qui chantent : il s'agissait de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Mais au milieu des années 2000, le processus a commencé à

patiner, tant sur le plan de l'approfondissement de l'Union que sur celui des performances économiques. Certains des nouveaux Etats membres (en particulier la Pologne) ont décidé de ne pas adopter l'euro (la zone euro est aujourd'hui limitée à 18 membres), tandis que les nouvelles politiques communes ont été plus difficiles à mettre en place.

Le traité de Lisbonne, signé en décembre 2007, a défini le cadre institutionnel de l'Union européenne ; pour contourner l'échec, dans différents référendums dont celui de la France en 2005, du « traité instituant une constitution pour l'Europe » (TCE), il a été adopté par une conférence. Ce nouveau texte prévoit une procédure de coopération renforcée, qui permet à des Etats membres d'approfondir leur intégration même si les autres ne le veulent pas. Mais cette procédure n'a été utilisée que trois fois en quinze ans, et sur des sujets non prioritaires. La Commission a proposé d'en lancer une pour harmoniser l'impôt sur les sociétés ; il s'agissait de contourner l'opposition d'Etats tels que l'Irlande ou le Luxembourg, mais cela a été un échec (la France et l'Allemagne ne parvenant pas à s'entendre).

Face à la crise économique, les gouvernements se sont encore montrés capables de faire leur unité pour mettre en œuvre l'austérité : le pacte budgétaire européen (TSCG) a été signé en 2012 afin de renforcer la surveillance budgétaire au sein de la zone euro. Comme certains pays étaient particulièrement affectés (Grèce, Portugal, Irlande...), des dispositifs (tels que le MES, « mécanisme européen de stabilité ») ont été mis en place





pour contrôler leur politique économique, s'assurer du paiement des créanciers et imposer des réformes allant dans le sens du démantèlement des droits sociaux en contrepartie d'une «aide» transitoire.

C'est particulièrement le cas pour la Grèce, littéralement mise sous tutelle, situation qui perdure malgré la capitulation de Syriza. Mais pour le reste, c'est l'impasse. Les Etats membres n'arrivent pas à avancer tous ensemble et ceux qui veulent avancer indépendamment des autres ne parviennent pas à se mettre d'accord, sauf sur des mesures sans grand effet comme un programme d'investissement impuissant à relancer la croissance.

Quatre pays d'Europe centrale et orientale sont regroupés dans un groupe dit de Visegrad: ils ont pour deux d'entre eux (Hongrie, Pologne) des gouverne-

ments nationalistes-conservateurs, sont fortement orientés vers les Etats-Unis et ont refusé tout accueil de réfugiés. D'ailleurs, face aux arrivées de migrants sur les côtes grecques et italiennes, les divergences ont été évidentes: ouverture réelle (ensuite réduite) de l'Allemagne, fermeture totale à l'Est et fermeture plus ou moins hypocrite des autres pays (notamment de la France, dont le premier ministre de l'époque, Manuel Valls, a été jusqu'à se rendre en Allemagne pour critiquer la chancelière Merkel sur ce point).

L'euro était supposé à la fois soutenir la croissance et aider à la convergence des économies: sur aucun des plans, le succès n'a été au rendez-vous. Les performances de la zone euro en termes de croissance économiques ont été particulièrement décevantes, tandis que le chômage de masse perdure dans de nombreux Etats. Le mythe de la convergence des économies et des niveaux de vie s'est effondré: l'économie allemande apparaît plus forte que jamais, l'industrie

française recule, l'Italie ne sort pas de la stagnation (en 2001, le PIB par habitant de chaque Allemand était supérieur de plus de 1700 euros à celui de chaque Italien; ce chiffre a bondi en 2015 à 8500 euros), de nombreux secteurs de la société espagnole sont en perdition, ceci sans parler de la Grèce. Outre les divergences entre pays, dans chacun d'entre eux perdurent des disparités territoriales avec des zones à la traîne, aux activités en recul et au chômage supérieur à la moyenne; leurs difficultés sont accrues par les politiques d'austérité et de libéralisation des services publics.

Rien d'étonnant à ce que les peuples soient de plus en plus sceptiques face à une Europe qui semble se réduire à une mécanique austéraitre sur laquelle il ne semble y avoir aucune prise possible: «il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens», déclarait ainsi en 2015 le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, après le succès de Syriza aux élections grecques. Plus insidieusement, les institutions eu-



25 mars 1957: signature du traité instituant le marché commun européen. DR.

ropéennes contournent ou paralysent en permanence les procédures normales de décision dans le cadre des Etats. Au nom par exemple du respect des règles de la concurrence, elles en viennent à se mêler de tout un tas de sujets qui ne les concernent pas vraiment aux termes des traités, comme la gestion et le périmètre des services publics (voir, à propos de la Cour de justice européenne, «*Quand le juge dissout l'électeur*», Dieter Grimm, «*Le Monde diplomatique*», juillet 2017).

FACE À UN MONDE INCERTAIN

Dans ce contexte sont survenus en 2016 deux événements: le vote britannique pour le «*Brexit*» et l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. L'un et l'autre ont renforcé l'incertitude: le premier illustre le fait qu'une adhésion à l'UE n'est pas irréversible, le second montre que la relation avec les Etats-Unis est susceptible d'entrer dans des eaux incertaines alors qu'elle constituait, notamment pour l'Allemagne, une espèce de point d'amarrage auquel on pouvait toujours recourir en cas de besoin.

La Commission et les «*grands*» Etats européens (Allemagne, France, Espagne et Italie) commencent à réfléchir à une «*Europe à plusieurs vitesses*»: c'était l'objectif d'une réunion organisée début mars par François Hollande, en vue de promouvoir une espèce d'avant-garde européenne avançant sans se laisser freiner par les autres Etats, notamment en matière de défense et de fiscalité. A peine exposée, cette logique s'est cependant heurtée à une révolte des pays d'Europe centrale et orientale, notamment la Pologne, qui s'inquiètent d'être déclassés comme des membres de seconde zone de l'Union. Ils ont obtenu que la déclaration adoptée à Rome pour le 60^e anniversaire du traité fondateur ne fasse pas mention de ce sujet.

Mais Trump persiste et signe, en attaquant notamment l'Allemagne et en dénonçant l'accord de Paris sur le climat. Par ailleurs, l'élection de Macron constitue également un facteur nouveau: les dirigeants français précédents menaient des réformes néolibérales et comprimaient les dépenses publiques mais, au moins verbalement, plaidaient pour des inflexions. Il s'agissait pour une part d'un jeu de rôles où président et ministres français expliquaient qu'ils étaient «*contraints*» d'appliquer des

règles européennes auxquelles, en fait, ils avaient (eux ou leurs prédécesseurs) donné leur accord. Macron semble décidé à ne pas reprendre cette forme d'hypocrisie: il lance d'emblée une réforme à marche forcée du droit du travail et annonce qu'il fera tout pour respecter le retour à un déficit des finances publiques inférieur à 3% du PIB.

UN NOUVEAU DÉPART?

Tout cela a débouché sur le numéro de duettistes germano-français du sommet européen de la fin du mois de juin dernier. Il en est sorti peu de décisions pratiques mais certains éléments sont significatifs, notamment de nouveaux pas en avant vers un renforcement des capacités militaires autonomes de l'Europe (ses capacités militaires et l'industrie d'armement sont un des rares terrains où la France a encore une position de force par rapport à l'Allemagne), ainsi que des jalons vers un contrôle de certains investissements et importations en provenance de Chine et même une exigence de «*réciprocité*» avec les Etats-Unis (qui réservent largement les marchés publics à des entreprises américaines).

Par ailleurs, Macron, eu égard à la sensibilité sur la question en France, veut obtenir un encadrement un peu plus strict du travail détaché (sans en remettre en cause le principe). Des idées circulent aussi sur une coordination budgétaire. Le président français a évoqué la préparation d'une «*feuille de route pour les dix prochaines années*». L'«*axe franco-allemand*», qui a été moteur dans certaines phases de l'histoire de l'UE serait donc de retour?

Comment interpréter cette évolution? Des décisions anecdotiques et des discours non susceptibles de contrecarrer la fragmentation de l'Union européenne? Ou bien un début de tournant? Pour l'analyser, il faut revenir au mode de fonctionnement de l'Union européenne. Celle-ci est une construction complexe où s'articulent les pouvoirs des technocrates et ceux des politiques, c'est-à-dire des Etats (le parlement européen jouant un rôle secondaire). Le tout étant sous la surveillance d'un grand capitalisme européen, non totalement unifié dans ses intérêts immédiats et projets futurs (sur le patronat et l'Union européenne, voir l'article suivant).

Au-delà des clivages (nationaux et autres) qui les parcourent, les technocrates ont une grande communauté de

pensée: de droite ou de «*gauche*», le capitalisme est pour eux un horizon indépassable et tout ce qui entrave le marché est assimilé à des archaïsmes à surmonter le plus vite possible. Cette sphère technocratique, chargée de la mise en œuvre du corpus de règles issu des traités, bénéficie d'une autonomie relative et peut être amenée à arbitrer entre les positions des Etats et de multiples lobbies patronaux (ces derniers ont pénétré la technocratie européenne mais ils ont un pouvoir d'influence, non de décision). Les grands groupes industriels et financiers n'ont pas (ou plus) de «*patriotisme*» européen: ils oscillent entre des liens plus ou moins forts avec leur pays d'origine et une stratégie mondiale.

Pour leur part, les grands Etats impulsent les décisions stratégiques. Face à un monde de plus en plus incertain, il est vraisemblable que le gouvernement allemand pense que l'Allemagne ne serait pas en meilleure situation face aux Etats-Unis, à la Chine, etc., si l'Union européenne disparaissait ou se fragmentait trop. Ce serait le sens de la déclaration d'Angela Merkel le 28 mai dernier après le sommet du G20: «*Le temps où nous pouvions totalement nous reposer sur d'autres est en partie révolu (...) C'est pourquoi, nous les Européens, devons vraiment prendre en mains notre propre destin*». D'autant que l'espace économique européen est essentiel: 58% des exportations allemandes de 2016 sont allées vers l'Union européenne.

Depuis des années, les dirigeants français, italiens, espagnols et d'autres pays ont la même position. Cela peut conduire la sphère dirigeante européenne et les dirigeants français et allemands (suivis par d'autres) à faire preuve de volontarisme pour essayer de donner un coup d'arrêt à une désagrégation lourde de risques potentiels. Ce serait en quelque sorte un comportement de réaction face à des dangers.

Les mois qui viennent montreront si Macron et Merkel (qui a de fortes chances de conserver la chancellerie après les élections de septembre 2017) vont réellement impulser un cours nouveau à l'Union européenne, s'il s'agit de déclarations impuissantes et sans lendemain ou d'une véritable relance, au moins d'un «*noyau dur*» d'Etats. Relance qui ne résoudrait pas la défiance de larges secteurs populaires face à une union qui semble ne conduire qu'à la catastrophe sociale. □

Le capital et le processus européen

PAR HENRI WILNO

Que l'Europe (au sens de l'Union européenne) soit une Europe capitaliste, cela ne prête guère à discussion. Mais il n'en résulte pas forcément que le projet européen soit directement l'émanation de la bourgeoisie et ait été impulsé à chaque moment par elle.

Sans tomber dans la mythologie qui présente les premiers pas de la construction européenne comme le projet de quelques visionnaires, technocrates et politiques (comme, pour ce qui est des français, Jean Monnet et Robert Schuman), il y a matière à s'interroger sur la genèse et la dynamique d'un processus engagé au sortir de la guerre alors que, même aujourd'hui, les bourgeoisies des différents Etats sont loin d'avoir fusionné en une bourgeoisie européenne. Diverses analyses existent sur l'articulation entre grand capital et processus de construction européenne. Elles sont pour une part résumées dans un article de Christakis Georgiou, « L'Europe et ses crises ».¹ Pour Ernest Mandel, ce processus répond assez étroitement à l'évolution du capital, plus précisément au décalage entre celle-ci et les limites des Etats nationaux (voir notamment « Fonctions et limites du marché commun européen », *Inprecor* n° 171, 1984). Il écrit ainsi : « depuis le début du XX^e siècle, les forces productives développées par le capitalisme se rebellent périodiquement contre l'Etat national autant que contre la propriété privée des moyens de production (...) La Communauté économique européenne (CEE), initiée en 1958 après la signature du Traité de Rome, est la première tentative de la bourgeoisie impérialiste en Europe de parvenir à la même fin, sans guerres, essentiellement par la voie d'une collaboration négociée. »²

Cependant, la physionomie de la mondialisation n'est pas le résultat d'une simple tendance spontanée du capital : elle s'inscrit à la fois dans une certaine phase du capitalisme (rapport entre capital industriel et finance) et dans des configurations étatiques produites par l'histoire. Pour en comprendre la dynamique, on ne peut donc faire abstraction des acteurs concrets, a fortiori pour ce qui est de l'Union européenne. Claude Serfati écrit ainsi : « On peut analyser les transformations de l'UE jusqu'à

aujourd'hui comme le produit combiné de l'action des Etats-nations, de la pression des groupes financiers et industriels, et des institutions communautaires elles-mêmes ».³

Yves Salesses a développé une analyse niant, pour l'essentiel le rôle du capital dans le processus européen.⁴ Selon lui, c'est « l'élite politico-administrative appuyée sur les appareils d'Etat qui est motrice ». Le capital n'est pas la force sociale qui propulse le projet européen car son horizon est mondial, ce qui ne veut pas dire qu'il se désintéresse des décisions prises au niveau de l'Union européenne, dont il attend surtout qu'elles ne gênent pas son activité. En fait, selon Salesses, « le capital pèse pour limiter l'Europe à une zone de libre-échange efficace et donc dotée de certains instruments ». Il écrit ainsi que « la non-constitution d'un capital européen, dans l'industrie automobile par exemple, signifie que les firmes n'ont à défendre, au plan communautaire, que le moins possible d'intervention de l'institution et une concertation sur des normes minimales pour faciliter l'unification du marché commun. Les stratégies d'alliances mondiales sont contradictoires avec une demande supérieure d'intervention communautaire. »

D'autres travaux (retracés dans l'article précité de Christakis Georgiou) soulignent et étudient concrètement l'implication des grandes multinationales européennes à travers un lobby dénommé « Table ronde européenne des industriels ». Ils montrent comment cette organisation a été divisée durant les années 1980. Une fraction qualifiée d'« européeniste » avait pour objectif la création d'un grand marché domestique pour les firmes européennes avec, si nécessaire, la mise en place d'une politique industrielle européenne et de tarifs extérieurs protectionnistes, le tout visant à permettre aux multinationales européennes de faire face à la concurrence américaine et japonaise. Une fraction « globaliste » portait au contraire un pro-

jet néolibéral, dans lequel le marché unique serait une grande zone de libre-échange ouverte sur le marché mondial. A partir de la fin des années 1980, la fraction « globaliste » l'a emporté de façon décisive (les « européenistes » se convertissant en grande partie au projet de celle-ci).

Une insuffisance essentielle dans le raisonnement de Salesses est sans doute une analyse restrictive de l'action du patronat face à l'Europe. Pour reprendre la terminologie de Christakis Georgiou dans *Les grandes firmes française et l'Union européenne*⁵, le patronat européen n'a pas seulement une « démarche corporatiste » (en vue de défendre les intérêts économiques des entreprises entendus au sens strict) mais aussi une « démarche politique » (qui l'amène à se prononcer sur toutes les questions centrales à l'ordre du jour de la construction européenne). Ainsi, le grand patronat (industriel et financier) a été pour l'essentiel un fervent promoteur de la mise en place de l'euro. En fin de compte, c'est la formule précitée de Claude Serfati qui semble le mieux rendre compte de la dynamique de l'UE, de ses hésitations et contradictions et, notamment, du degré inégal selon les domaines du processus d'intégration de l'UE. Salesses a eu, quant à lui, le mérite de pointer une des caractéristiques majeures de l'Union européenne, le rôle central de la concertation au sein d'élites restreintes, et d'évoquer l'hypothèse selon laquelle un sentiment de danger « engendre un accès de volontarisme politique »⁶ : c'est peut-être ce qui est en train de se jouer en ce moment. □

1 *Contretemps*, février 2010, https://www.contretemps.eu/leurope-ses-crisis/#_ftn15

2 <http://www.inprecor.fr/article-Europe-Fonctions-et-limites-du-marche-commun-europeen?id=805>

3 « Europe, puissance et militarisme européen », *Contretemps*, n° 9, février 2004.

4 « Propositions pour un autre Europe », éditions du Félin, 1997.

5 *Le Croquant*, 2016 – un chapitre est accessible sur le site de *Contretemps*.

6 Dans un article de 2004, « Le point sur le débat européen », *Contretemps* n° 9.

Quelle alternative anticapitaliste au rouleau compresseur de l'Union européenne?

PAR LÉON CRÉMIEUX ET CHRISTIAN VARIN

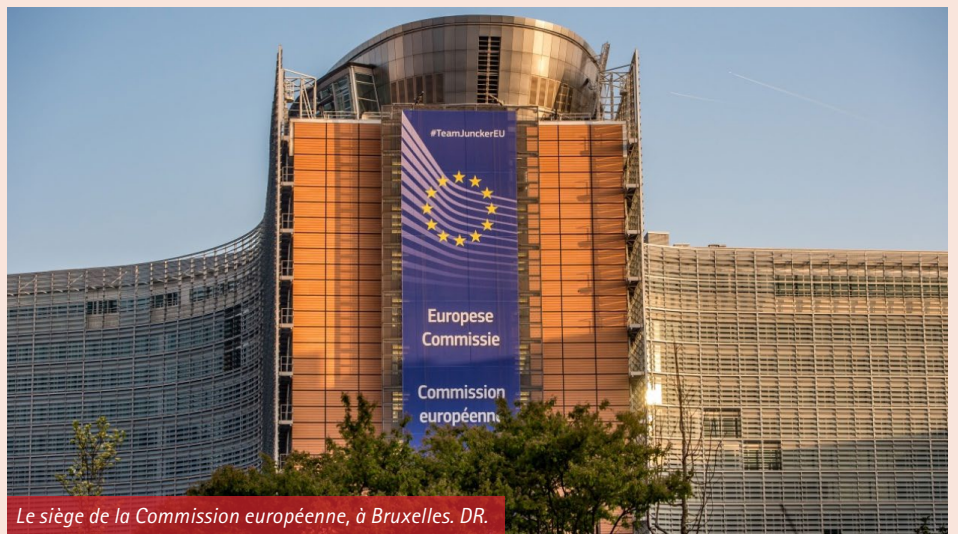
Toute lutte d'émancipation, toute lutte révolutionnaire dans un des pays de l'Union européenne doit prendre en compte la réalité de cette entité. Elle représente un ensemble de structures qui ont pris en grande partie le relais des structures étatiques pour remanier le pouvoir des capitalistes, et représente donc autant d'obstacles aux luttes d'émancipation.

Mais l'Union européenne c'est aussi des centaines de millions de femmes et d'hommes qui subissent la même exploitation et la même oppression, organisée désormais au sein de cette entité. Aussi, toute lutte d'émancipation dans un des pays de l'UE doit tenir compte de ces nouveaux obstacles, des armes dressées par les capitalistes à l'échelle européenne, mais elle peut aussi tenir compte de cette nouvelle force que peut représenter l'action commune, coordonnée, des classes populaires de l'Union européenne.

La construction européenne a été pensée avant tout pour aider les dirigeants d'entreprise du continent (selon l'idéologie postulant que ce sont eux qui portent le progrès). Elle a enfourché, dans les années suivant la Deuxième Guerre mondiale, une aspiration réelle des populations européennes à en finir avec les frontières, les obstacles à la communication et les risques de guerres, et l'a retournée pour bâtir un nouveau carcan. Construite par en haut par un personnel politique dévoué au libéralisme et aux intérêts des grands groupes capitalistes basés en Europe, elle a été une arme économique à leur service, avec une monnaie et un marché unique dynamisant les pays exportateurs et leur ouvrant, dans les années 2000, le marché des entrants d'Europe de l'Est.

MAÎTRE D'ŒUVRE DE L'AGENDA NÉOLIBÉRAL

Retournant l'une après l'autre les quelques politiques de solidarité commune qui lui avaient été utiles pour légitimer son décollage, dès les années 1980 elle a été maître d'ouvrage



Le siège de la Commission européenne, à Bruxelles. DR.

pour la mise en œuvre de l'agenda libéral de l'École de Chicago dans tous les pays de l'UE. Les outils antidémocratiques des institutions européennes (Commission et Conseil, Banque centrale) les différents traités (Maastricht, Luxembourg, Lisbonne) ont été et sont les armes de guerre utilisées contre les droits sociaux des classes populaires, acquis au sein des Etats nationaux. Cet attirail a été renforcé en 2012 par le TSCG (Traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance). Ce traité, avec la signature honteuse de Hollande et des députés PS, est un nœud coulant permanent, permettant un contrôle des budgets et des finances publiques de chaque pays de la zone euro. C'est lui qui a cadré les politiques d'austérité visant à juguler les crises des dettes souveraines après 2008.

Confrontée à l'exacerbation de la recherche des taux de profits dans le contexte de faible croissance des dernières années, l'Union s'est consolidée comme proto-Etat, utile pour

contraindre chaque gouvernement à des politiques d'ajustement structurel, sous prétexte de réduction de la dette et de discipline budgétaire. La Grèce a subi avec force tous ces mécanismes de régression sociale, ce carcan institutionnel et bancaire (avec le MES, mécanisme européen de stabilité, qui aide et renfloue les banques tout en imposant aux Etats le respect des règles du pacte budgétaire).

Nous avons donc bien affaire à une structure politique et économique cohérente, entièrement dévolue aux intérêts capitalistes, disposant de plusieurs attributs du pouvoir politique et économique, et fonctionnant en totale autonomie vis-à-vis de tout contrôle populaire. En cela toute politique de rupture avec l'austérité se mettrait ipso facto en infraction avec les règles des traités, les impératifs budgétaires fixés au niveau européen.





Toute illusion sur des compromis ou des marges de négociations relèvent de l'utopie. Les seuls compromis temporaires possibles ne pourraient être que l'œuvre d'une mobilisation populaire de grande envergure avec la prise de contrôle de tous les outils de contrôle financier, banques, contrôle des changes, la maîtrise des outils de production et de distribution.

Aussi tout programme de rupture doit clairement intégrer ces éléments et leur mise en œuvre doit être réalisée sans délai, dès les premiers pas d'une politique anti-austérité. Toute vision d'une simple victoire électorale parlementaire et de la réalisation d'un programme progressiste, assorti d'une renégociation ferme mais prometteuse à l'échelle européenne, est soit trompeuse soit suicidaire. Car les blocages des institutions européennes n'interviendraient pas seulement en cas de remises en cause des structures capitalistes d'un pays de l'UE, mais dès la simple volonté de remise en cause des plans d'ajustement structurel imposés au niveau européen.

UN PROGRAMME D'ACTION QUI ASSUME LES AFFRONTEMENTS

Aussi ne peut-on être qu'en désaccord, partiel ou total avec les démarches que proposent beaucoup de partis qui se réclament du combat contre l'austérité, à l'instar de la FI et du PCF, à l'instar aussi du programme de Jeremy Corbyn ou du dernier document émanant du Parti de la gauche européenne. Dans ces programmes, qui sont le plus souvent des programmes de gouvernement et non d'action pour une mobilisation populaire, n'apparaissent pas les exigences de rupture avec les règles budgétaires de l'UE, de prise de contrôle du système bancaire et des changes. Ils ont au moins le mérite de chercher la voie d'une rupture avec les injonctions des capitalistes européens, et cela engage donc à un débat avec celles et ceux qui les portent.

Un programme anticapitaliste doit conjuguer des mesures sociales anti-austérité, des mesures unilatérales de prise de contrôle de l'ensemble du système bancaire et un contrôle des changes. Il doit aussi impérativement s'adresser aux populations, à toutes

les organisations sociales, politiques et syndicales pour une rupture anticapitaliste à l'échelle européenne, pour conjuguer nos forces à l'échelle internationale. On ne peut pas sérieusement envisager un processus dans lequel, en France, un président ou un parti leader jouerait sur les institutions nationales pour une politique plébiscitaire tout en posant ses conditions en Europe, de gouvernement à gouvernement, dans le respect des protocoles et traités actuels.

D'abord, parce qu'un pouvoir anticapitaliste, ou qui voudrait seulement s'attaquer vraiment aux orientations libérales, devrait être basé sur des assemblées mobilisées à tous les niveaux dans un très fort mouvement social de contestation de l'ordre établi et de transformation d'ensemble de la société. Ce mouvement serait immédiatement confronté à une lutte féroce des oligarchies capitalistes française et européenne pour le renverser. Il est illusoire de penser que le patronat « français » pourrait partager les intérêts et les exigences des classes populaires de ce pays face au « pouvoir de Bruxelles » en serrant les rangs autour d'un patriotisme étatique (néogauliste?)

La France étant un pilier de l'Union européenne, il faudrait prendre immédiatement les décisions qui apparaîtraient nécessaires en désobéissant aux principes néolibéraux de l'Union européenne, en s'adressant aux peuples par-dessus les gouvernements, en justifiant les mesures prises par l'intérêt des classes populaires de manière à la fois ferme et pédagogique, en refusant toute limitation de mise en œuvre des exigences populaires au nom du respect des principes absurdes de l'euro ou du Traité de Lisbonne – l'enjeu étant de ne pas être totalement ligotés en quelques semaines!

Il n'existe pas de gouvernements anti-austérité ou antilibéral en Europe et le cadre institutionnel de l'Union amplifie le caractère libéral de cet ensemble politique. Le rapport ne peut donc être que conflictuel dès le premier jour d'un gouvernement anti-austérité. Le dialogue à ouvrir immédiatement ne serait pas avec les autres gouvernements européens ou les instances de l'UE, mais avec les autres populations de l'UE, les mouvements syndicaux et populaires pour agir ensemble. La diplomatie feutrée

de Bruxelles ou Strasbourg serait un étouffoir aux antipodes de nos intérêts, alors que se déchaînerait à vive allure la machine de guerre libérale utilisant toutes les armes institutionnelles et bancaires à sa disposition, tout en employant à fond un arsenal de médias dévoués aux intérêts capitalistes.

CONSTRUIRE DES OUTILS EUROPÉENS

La nécessité, probable, de devoir organiser cette lutte d'abord dans le cadre national, ne doit pas faire oublier celle de construire des outils d'organisation et de pouvoir populaire à l'échelle européenne. Il faut donc une assemblée constituante européenne, permettant de coordonner à un niveau international la révolution des peuples européens ayant renversé le pouvoir des puissances d'argent et, par d'immenses débats libres et démocratiques, prenant à bras le corps les problèmes essentiels des populations: donner du travail à toutes et tous, planifier la résolution des crises du logement, de la santé, de l'éducation et de la formation, de l'agriculture, des droits de toutes les couches spécifiquement opprimées.

Une telle construction européenne discuterait des expériences nouvelles et enthousiasmantes des uns et des autres, viserait à aider d'autres ensembles internationaux à se libérer de l'emprise du profit, de la concurrence et de la guerre, et prendrait en charge les questions qui ne trouvent pas de solution au seul niveau national, avant tout liées aux questions d'écologie et d'échanges: transport, énergie, échanges équilibrés, aide au développement pour remplacer la situation de pillage du Tiers-monde par une recherche commune des solutions aux désastres actuels que sont les guerres, la rareté des terres, de l'eau et des matières premières, les pandémies, la destruction de la biodiversité, etc.

Quels que soient les rythmes de mise en place d'une telle assemblée, elles doit être un de nos objectifs dans la mise en place d'un rapport de forces européen, fondé non pas sur des alliances improbables avec les gouvernements en place dans le cadre des institutions actuelles, mais sur l'alliance des classes populaires en Europe pour la mise à bas des institutions actuelles. Par ailleurs, seul un outil de ce type serait à même de débattre et d'élaborer un projet euro-

péen précisant le type de lien entre des structures de pouvoir populaire se combinant à différentes échelles – celles des régions, des nations, des Etats, de l'Europe elle-même, et des pays limitrophes à l'Est et au Sud. Cette idée n'a pas la même matrice que celle mise en avant par exemple par Iglesias dans Podemos, de gouvernements de plusieurs pays européens pouvant dévier tous ensemble la trajec-

des règles de l'UE.

Tout processus de rupture devrait prendre, sans attendre de nouvelles discussions dans les institutions de l'UE, les mesures nécessaires même si elles sont contradictoires avec les traités. Il est indispensable de s'émanciper tout de suite des chaînes institutionnelles et réglementaires de l'Union, dès lors qu'elles sont contraires aux exigences sociales de

pratiques, avec des structures de mobilisation et de débat, des couches populaires qui, comme on l'a vu en Grèce, ont des a priori différents sur l'UE et l'euro en soi, sous peine de ne pouvoir compter sur une mobilisation populaire majoritaire et offensive, indispensable face à la détermination des possédants.

Ces propositions ne visent pas à s'enfermer avec nos propres capitalistes dans nos frontières reconstruites, cela n'améliorerait en rien la situation des travailleur-se-s du pays. Par contre, les traités et la monnaie ont été mis sur pied par les dirigeants, notamment français et allemands, pour suivre les intérêts des grands groupes industriels et commerciaux. Ces propositions imposeraient un combat au sein de l'espace national et la recherche d'alliances au niveau européen, un message aux autres travailleurs de l'Union européenne pour conjuguer nos forces afin de mettre à bas ce système qui est nuisible pour tous.

L'exemple grec est malheureusement édifiant. Il y avait une contradiction présente dès le départ : mettre en œuvre le programme social de Syriza, même celui édulcoré avancé à Thessalonique en septembre 2014, impliquait un affrontement avec les institutions européennes, la rupture des engagements pris par les gouvernements précédents. Le chemin à suivre était d'appliquer le programme anti-austérité plébiscité deux fois dans les urnes et pour cela de suspendre tout remboursement de la dette et prendre des mesures sociales d'urgence, tout en prenant le contrôle du système bancaire, en se donnant les moyens de mobiliser le peuple grec et les autres peuples européens dont la solidarité était nécessaire.

Tous les pays d'Europe sont aujourd'hui soumis, à un niveau ou à un autre, aux règles de l'UE. Il faut mettre à bas un système et des institutions forgées, construites dans le seul intérêt des grands groupes capitalistes. C'est l'intérêt commun de tous les peuples, de tous et toutes les travailleur-se-s d'Europe. L'UE n'est pas réformable, mais le combat commun contre elle démarre évidemment au sein de l'UE, pour en briser les chaînes. Mettre à bas ce système est possible et indispensable, cela exige de créer un rapport de force dans lequel il faudra l'action solidaire de nous tous et toutes en Europe. □



5e congrès du Parti de la gauche européenne (PGE), du 16 au 18 décembre 2016 à Berlin : un programme illusoire de gouvernement, et non d'action pour la mobilisation populaire. DR.

toire de l'UE. L'obtention d'un éventuel compromis temporaire avec les institutions européennes n'aurait éventuellement de sens que dans une dynamique populaire de transformation sociale et démocratique s'affrontant à l'UE. Le débat dans Podemos, avec tout son intérêt et ses limites actuelles, est celui du rapport de forces imaginable pour contraindre les dirigeants de l'Europe néolibérale à reculer.

LES CONDITIONS D'UN PROCESSUS DE RUPTURE

Il faudra une sacrée mobilisation d'en bas, difficile à imaginer dans la conjoncture actuelle, pour imposer une autre Europe! Mais dans un monde aussi mouvant que celui que nous connaissons, on voit comme les choses peuvent changer très vite – pour le pire comme, nous l'espérons encore, pour le meilleur. Dans tous les cas, un projet de rupture dans un pays de l'UE ne peut sûrement pas intégrer dans sa stratégie un appui d'éventuels gouvernements sociaux-démocrates, alors que ces derniers assument comme ceux de droite des politiques libérales et l'acceptation des traités et

première urgence.

L'expérience grecque montre bien que les dirigeants européens mettraient tout en œuvre pour bloquer un gouvernement anticapitaliste, anti-austérité. Cela impose l'application immédiate d'un programme d'urgence qui impose la prise en main des banques et des échanges financiers. Avec les mesures sociales sur les salaires, l'emploi, les retraites, ce seraient les premières urgences. En cela, évidemment, la rupture serait immédiate avec les traités et les règles communautaires. Et il faudrait être immédiatement prêt à utiliser tous les moyens pour empêcher une asphyxie financière : émission d'euros sans contrôle de la BCE, double monnaie, sortie de l'euro.

Mais la sortie immédiate de l'euro, en tant que telle, n'est pas la réponse miracle. Par contre, il ne devrait y avoir aucune hésitation à la mettre en œuvre dans ce processus. Tout cela ne serait évidemment possible que par une forte mobilisation populaire, créant le rapport de forces suffisant, bloquant toutes les manœuvres de sabotage économique ou politique. Il s'agit de rassembler par des démonstrations

« Société civile » ? Ce vieux cache-sexe de la bourgeoisie...

PAR YANN CÉZARD

Ils s'en gargarisent, les macroniens : avec eux, c'est l'irruption de la « société civile » au parlement. Une grande cure de jouvence de la politique...

Petit rappel historique. La « société civile », cela n'a jamais été la société. Ce vieux concept – début du 19^e siècle – signifiait, dans la pensée libérale des premiers temps du capitalisme, l'ensemble des intérêts économiques et sociaux par opposition à la sphère politique, à l'Etat. Sans aucune analyse en termes de classes sociales antagonistes (les maîtres parlant pour leurs serviteurs et « compagnons »). Dans l'Allemagne du philosophe Hegel ou dans la France du « roi bourgeois » Louis-Philippe, la « société civile », c'étaient les intérêts bourgeois en tant qu'ils sont indépendants de l'Etat, et qu'ils exigent donc d'être reconnus par l'Etat. Par exemple par une représentation fidèle au parlement. Fait amusant : sous Louis-Philippe, la chambre n'étant élue qu'au suffrage censitaire (il fallait disposer de fortunes considérables et payer assez d'impôts pour être électeur), certains milieux libéraux firent campagne pour une réforme qui rendrait électeurs et éligibles les « capacités », autrement dit les intellectuels diplômés. Les « élites » donc, et tout sauf le « peuple ».

On peut douter que les nombreux journalistes qui parlent aujourd'hui de « société civile » jusqu'à plus soif aient en tête cette petite histoire. Mais c'est bien leur vision du monde : l'Etat doit être à nous, puisque la société (celle qui compte), c'est nous. Alors ces journalistes des mass médias, représentatifs en cela de la partie la plus aisée de la population, et en plus payés pour cela par leurs patrons, s'extasient d'autant plus devant le nouveau pouvoir et cette nouvelle assemblée que comme beaucoup de petits bourgeois aisés, ils s'y voient comme dans un miroir, et s'y trouvent très beaux. Leur président sait d'ailleurs trouver les mots pour les flatter, quand il dépeint les gares comme des lieux « où se croisent ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien ». Sauf qu'il avait oublié qu'il était dans une cérémonie officielle et non à un banquet de DRH. Manque de professionnalisme politicien.

CEUX QUI RÉUSSISSENT ET CEUX QUI NE SONT RIEN

Rapprochée des réalités de la société, l'Assemblée ? La nouvelle Assemblée nationale bat pourtant des records dans la non représentation des classes populaires. Un exploit, vu ce que c'était déjà avant. La proportion des chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires et cadres supérieurs serait passée de 50 à 70% ! Il y a 0,2% d'ouvriers (une aide-soignante de la France insoumise) et 2,4% d'employés au sens de l'INSEE, contre 50,2% dans la société française. C'est ce que Richard Ferrand a salué sans rire comme « le retour définitif des citoyens au cœur de notre vie politique ». Or, puisque les députés godillots En Marche n'ont pour la plupart aucune assise politique propre et doivent tout à leur maître, tout le dispositif renvoie plus que jamais à la toute-puissance institutionnelle de la présidence qui, elle, incarne la fusion décomplexée de la haute bureaucratie d'Etat et de la grande bourgeoisie. Ce n'est pas nouveau dans le fond. Mais c'est d'autant plus caricatural sous cette bannière ridicule de la « société civile ».

DES ÉLECTIONS SANS LA CLASSE OUVRIÈRE

En Marche et le Modem ont raflé 61% des sièges en obtenant à eux deux, au premier tour des législatives, 7,5 millions de voix : 32,3% des exprimées, soit 15,4% des inscrits, vu l'énormité de l'abstention (51,3%). Le score des « marcheurs » est donc très faible si on le compare à celui du PS et de ses satellites en 2012 (40% au premier tour), ainsi que de l'UMP et ses alliés en 2007 (49,5%), avec alors moins d'abstention.

L'abstention frappe toujours beaucoup moins les classes aisées que les classes populaires, mais que dire de cette année ! Une comparaison éclairante est d'ailleurs faite par nos voisins de Lutte ouvrière, dans leur revue *Lutte de classe* : à Aubervilliers (80 273 habitants, ville la plus pauvre de l'Ile-de-France, 30% d'étrangers), 8 213

votes exprimés. A Neuilly-sur-Seine (62 075 habitants), 17 980. « 10% seulement des habitants d'Aubervilliers ont participé au vote et 29% à Neuilly ».

Dans ces élections sans la classe ouvrière, c'est donc la mobilisation de ce qu'on peut appeler la petite bourgeoisie aisée qui a fait le succès d'En Marche.

Parce que nous n'avons pas le courage de tenter ici une définition très rigoureuse ou fine de ce concept, disons tout bêtement que l'on pense à la partie de la population, salariée ou non salariée, qui peut se considérer comme aisée en comparaison du plus grand nombre, la « classe moyenne aisée » comme on dit parfois. Or déjà au premier tour de la présidentielle, selon des sondages, plus de 70% des gens qui gagnent plus de 3000 euros par mois ou possèdent un patrimoine de plus de 300 000 euros auraient voté soit Macron soit Fillon.

UNE PETITE-BOURGEOISIE ÉLECTORALEMENT RÉUNIFIÉE ?

Des gens qui vont plutôt bien, merci pour eux, mais qui exigent quand même à cor et à cri des « réformes » pour nous faire travailler plus. Comme si cette couche sociale s'était politiquement réunifiée sous le drapeau du marchisme : une partie conséquente de la petite-bourgeoisie qui se disait « de gauche » a décidé de passer, de fait, à droite en se ralliant à Macron, et elle a réitéré ce geste aux législatives. Comme quoi il ne s'agissait pas seulement pour elle de « faire barrage à Le Pen » (ou à Fillon), de « voter utile » au « centre ».

C'était déjà en 2012 une partie non négligeable de l'électorat de François Hollande qui, en gouvernant comme il l'a fait pendant cinq ans, n'a pas trahi tout son électoral, mais le noyau populaire et/ou le plus à gauche de celui-ci. Hollande et les dirigeants socialistes ont aussi fait évoluer politiquement une partie de leurs électeurs. Ils ont poursuivi et accéléré un long travail de pédagogie pratique, de résignation au libéralisme et à l'austérité. Ils ont achevé

d'écœurer certains, gagné au libéralisme d'autres.

Une petite bourgeoisie anciennement de gauche, qui vote Macron (donc à droite) la conscience tranquille, pourvu qu'on ne lui demande pas d'être franchement raciste, rétrograde, ou de voter pour les vieux barons de la droite traditionnelle, a rejoint dans les urnes une partie de la petite bourgeoisie de droite, qui elle veut bien se détendre sur les «valeurs», «vivre avec son temps», pourvu qu'on donne plus de «libertés» à ceux qui veulent et peuvent faire du fric. Ce joyeux mariage ne se voit sans doute nulle part mieux qu'à Paris. La carte électorale a brusquement changé: on est passé d'une ville traditionnellement coupée en deux, l'est rose et plus populaire, l'ouest bleu et plus bourgeois, à une capitale presque réunifiée électoralement, presque entièrement violette.

Qu'on pardonne cette métaphore un peu cliché: un mouvement de fond était sans doute engagé depuis longtemps, comme un long glissement des plaques tectoniques, et la rupture soudaine de ces plaques qu'ont enclenchée la candidature Macron et surtout le trou d'air de la droite classique et du PS, a provoqué ce tremblement de terre (politicien) et donné le nouveau paysage actuel. Macron, gendre idéal du patronat et de la haute bureaucratie d'Etat (la distinction entre les deux pouvant être assez relative comme on sait), a donc une base sociale et politique, sur le plan électoral, plutôt étroite. Mais peut-être assez homogène.

UNE BASE SOCIALE ÉTROITE MAIS SOUDÉE... POUR L'INSTANT

Ces noces dans les urnes de portions de gauche et de droite de la petite-bourgeoise, qui n'ont rien d'un accident, seront-elles pour autant durables? Rien n'est gravé dans le marbre. Cela dépend des événements politiques à venir, de la politique de Macron, mais aussi de la crise du capitalisme, du niveau de violence antisociale des revendications patronales. Il y a toujours des contradictions dans les gros blocs électoraux.

Même dans l'électorat petit-bourgeois aisé de Macron, même chez ceux qui n'ont pas voté par défaut mais par adhésion à cette «révolution» des nantis soi-disant «centristes», il y en a beaucoup qui pourraient réaliser à leurs dépens (et souvent, surtout, aux dépens de leurs enfants, qu'on pense même à ces retraités aisés qui votent pour des réformes des retraites qui condamnent leurs propres enfants à trimer des années de plus...) ce que veut dire encore plus

d'austérité, encore moins de protection sociale, de services publics, encore plus de précarité des emplois à tous les niveaux de salaire et de qualification.

Ce «trop-de-social-qui-tue-la-France», comme on l'entend souvent dans ces milieux, leur est pourtant fort utile à eux aussi. Sans parler même des enseignants et fonctionnaires les moins mal payés, qui ont parfois voté Macron dès le premier tour, et encaissent déjà les premiers dividendes de ce qu'il faut bien appeler quand même leur bêtise: jour de carence, gel des embauches, gel des salaires!

D'autant plus que la vie du capitalisme, dans le monde et en France, ne sera certainement pas un long fleuve tranquille dans les cinq prochaines années, sans oublier non plus les plats épicés qu'il faudra avaler pour ceux qui votaient encore PS il y a peu, avec un zeste de discours humaniste: politique sécuritaire démagogique et de plus en plus oppressante, politique d'immigration criminelle, politique étrangère cy-

geoisie grande, moyenne, petite, unie sur l'essentiel, un système politique autoritaire qui donne d'énormes pouvoirs à une présidence sûre d'elle-même et qui se croit à peu près tout permis, face à une classe ouvrière qui elle paraît très divisée (aux élections mais pas seulement), sans perspectives politiques.

Mais les classes populaires, justement, absentes des urnes ou dispersées, n'en existent pas moins. Même si elles sont faites de gens qui ne sont «rien» pour le nouveau potentat de l'Elysée. Et elles ne marchent pas dans le marchisme. C'est la plus grande inconnue: les mobilisations, ou pas, de la classe ouvrière, des classes populaires, et des diverses parties de la population discriminées et opprimées. C'est aussi le seul espoir... et surtout la seule chose sur laquelle nous pouvons réellement influencer, en faisant tout ce que nous pouvons pour aider ces luttes à s'organiser, se radicaliser, se massifier, gagner. Car du côté du «sommet» de la société, le pouvoir



Sur le perron de l'Elysée: un engagement ferme et un accord solide. Reuters/Philippe Wojazer.

nique, belliciste et mercantile. Mariage électoral de fractions jusque-là divisées de la petite-bourgeoisie, soutien enthousiaste de l'essentiel du grand patronat et de la haute bureaucratie d'Etat: voilà ce qui fait la fortune de Macron. Et rend la situation actuelle dangereuse: une bour-

politique et le patronat, ce n'est pas la crise! En l'absence de mobilisations populaires assez puissantes pour déstabiliser sa domination, la bourgeoisie s'en sort à nouveau très bien, et les institutions sont toujours bien là pour permettre à Macron de lancer son rouleau compresseur. □

Rwanda: un génocide bleu-blanc-rouge

PAR OSCAR TOUSSAINT



DR.

Fin juin 2017, deux plaintes ont été déposées contre l'Etat français et la banque BNP-Paribas pour complicité de génocide avec le régime hutu qui, entre avril et juillet 1994, a fait massacrer 800 000 Tutsis au Rwanda. Selon celle déposée par trois associations concernant la BNP, cette dernière aurait financé « l'achat de 80 tonnes d'armes ayant servi à la perpétration du génocide » alors que « la banque ne pouvait douter des intentions génocidaires des autorités du pays pour qui elle a autorisé le transfert de fonds » en 1994. La seconde plainte vise à faire reconnaître « l'implication de politiques et militaires français dans la coopération avec le gouvernement rwandais avant, pendant et après le génocide ».

En quoi a donc consisté cette « coopération » ? Dès 1990, la France intervient au Rwanda afin d'aider le régime hutu de Juvénal Habyarimana face à l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR), armée constituée de Tutsis ayant été expulsés du pays par le pouvoir raciste hutu. Dès cette époque, des notes émanant de l'ambassade de France à Kigali (capitale du Rwanda) attestent que les autorités françaises connaissent les intentions génocidaires du régime de Habyarimana. Cela n'empêche pas les militaires français, entre 1990 et 1993, d'encadrer l'armée rwandaise, de lui fournir des armes et de former les miliciens qui opéreront pendant le gé-

cide: les sinistres Interahamwe (« ceux qui tuent ensemble »).

Puis, juste après l'assassinat de Habyarimana et le début du génocide, en avril 1994, la France lance l'opération Amaryllis dont le but officiel est d'exfiltrer ses ressortissants. Cette opération permet surtout d'assurer en sous-main la mise en place et la sécurité du nouveau gouvernement hutu, formé dans l'enceinte même de l'ambassade de France et dirigé par le colonel Bagosora, aujourd'hui emprisonné à vie pour crime contre l'humanité. La France sera le seul Etat au monde à reconnaître ce gouvernement ! Enfin, en juillet 1994, alors que le génocide s'achève avec la victoire militaire du FPR, l'Etat français déclenche l'opération Turquoise afin de « mettre fin aux massacres partout où cela sera possible ». En réalité, ce dispositif sert principalement à créer une zone de refuge dans l'ouest du pays pour les miliciens génocidaires hutus, lesquels sont réarmés et exfiltrés par l'armée française dans le pays voisin, l'actuelle République Démocratique du Congo.

Tous ces faits ont été largement décrits par des journalistes et des associations, et pourtant les militaires et hommes politiques engagés dans cette complicité de génocide n'ont jamais été inquiétés par la justice française.

Une commission d'enquête parlementaire, en 1998, ne conclut qu'à un « aveu-

lement coupable » de la France. En 2014, pour le 20^e anniversaire du génocide, Hollande promet d'ouvrir les archives de l'Elysée, mais les hauts fonctionnaires chargés de faire le tri dans les documents préfèrent « refermer les cartons », expliquant « qu'il serait très problématique pour les personnes concernées que ces documents soient communiqués », rapporte Patrick de Saint-Exupéry dans un article pour la revue XXI.

Cette même année, la classe politique se fait unanime pour condamner les accusations de complicité de génocide du président rwandais Paul Kagamé. Le Parti de gauche s'illustre alors singulièrement et prétend – dans communiqué surréaliste intitulé *Rwanda: les faits, tous les faits, rien que les faits* – que l'armée française est « la seule armée qui a protégé des tutsis pendant le génocide »¹. Au même moment, le journal *Le Monde* publie le témoignage d'un gradé de l'armée française, Guillaume Ancelme, certifiant que les militaires français ont réarmé les milices génocidaires hutues en déroute, en juillet 1994.

Alors que le doute sur la complicité française dans le génocide tutsi n'est plus permis, il serait grand temps que la justice de ce pays brise l'omerta qui pèse sur l'un des plus grands crimes de la « Françafrique ». □

¹ <http://www.politique.org/blog/2014/04/16/rwanda-les-faits-tous-les-faits-rien-que-les-faits/>